

**Etude sur les connaissances, les perceptions et  
les comportements des populations de Martinique  
et de Guadeloupe vis-à-vis de la chlordécone**



Cette étude a été réalisée à l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (Inpes) par Delphine Girard.

Remerciements pour leur aide lors de l'élaboration de l'enquête et leur relecture attentive du rapport à :

- Alain Blateau, Cellule Interrégionale d'épidémiologie (Cire) Antilles Guyane,
- Yves-Marie Cabidoche, Institut national de la recherche agronomique (Inra),
- Didier Camy, Direction de la Santé et du Développement Social (DSDS) de la Martinique,
- Catherine Choma, Direction Générale de la Santé,
- Lucien Degras, Archipel des Sciences,
- Isabelle De Guido, Direction Générale de la Santé,
- Eric Godard, chargé de mission interrégional chlordécone,
- Jean Iotti, Direction de l'agriculture et de la forêt (Daf) de la Martinique,
- Magali Julien, Direction de la Santé et du Développement Social (DSDS) de la Martinique,
- Ketty Lombion, Direction de l'agriculture et de la forêt (Daf) de la Guadeloupe,
- Pascale Melot, Comité guadeloupéen d'éducation pour la santé (Coges),
- Sylvie Merle, Observatoire Régional de la Santé (ORS) de la Martinique,
- Sandrine Pitot, Observatoire Régional de la Santé (ORS) de la Guadeloupe,
- Olivier Reilhes, Direction de la Santé et du Développement Social (DSDS) de la Guadeloupe,
- Dr Philippe Quenel, Cellule Interrégionale d'épidémiologie (Cire) Antilles Guyane,
- Georges Servier, Fédération des associations de protection de la nature et de l'environnement de la Martinique (FEDAPE),
- Dr. Max Theodore, Observatoire Régional de la Santé (ORS) de la Guadeloupe,
- Benoît Vergriette, l'Agence française de la sécurité sanitaire de l'environnement et du travail (Afsset),
- Marc Viel, Direction de l'agriculture et de la forêt (Daf) de la Guadeloupe.

Remerciements à :

- Philippe Guilbert, Directeur adjoint des affaires scientifiques de l'Inpes pour son soutien à la coordination et son aide lors de l'élaboration de l'enquête, l'analyse des résultats et la rédaction du rapport,
- Pierre Arwidson, Directeur des affaires scientifiques de l'Inpes, pour ses conseils,
- Emilie Pineau, Inpes, pour son soutien dans l'organisation de l'enquête,
- Christophe Léon, Inpes, pour la vérification des analyses statistiques.

Remerciements à :

- Berengère Gall et Régine Billman, institut BVA, pour leur soutien dans l'élaboration de l'enquête quantitative, la mise en œuvre du terrain et l'exploitation des données,
- Daniel Ladieu et Jean-Marie Thierny, LH2 DOM, pour la mise en œuvre et la supervision du terrain de l'enquête quantitative,
- Marie-Eglantine Putz, institut Ipsos, pour la réalisation de l'étude qualitative exploratoire.



# RESUME

## Introduction

Le plan d'action chlordécone 2008-2010 en Martinique et en Guadeloupe a été adopté par le gouvernement afin de renforcer les actions et mesures concernant cette contamination. Ce plan comprend quatre volets : renforcer la connaissance des milieux ; diminuer l'exposition et mieux connaître les effets sur la santé ; assurer une alimentation saine et gérer les milieux contaminés ; améliorer la communication et piloter le plan. Ce dernier volet comprend l'information des différents publics sur l'état des connaissances, les risques encourus et les précautions à prendre. Afin d'aider à définir les stratégies de communication, l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (Inpes) a été chargé de mettre en place une étude visant à mesurer les connaissances, les perceptions et les comportements de la population antillaise sur la chlordécone.

## Méthode

Une étude quantitative a été conduite par téléphone du 13 octobre au 26 novembre 2008 en Martinique et en Guadeloupe auprès de deux échantillons indépendants de la population âgée de 18 à 75 ans. Ces échantillons, de 1000 personnes chacun, ont été construits selon la méthode des quotas (par sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle du chef de famille, ligne téléphonique rouge / blanche, commune de résidence principale) de manière à être représentatifs de la population de Martinique et de Guadeloupe.

## Résultats

### *Pratiques alimentaires*

La quasi-totalité des Antillais (93,8 % des Martiniquais ; 92,8 % des Guadeloupéens) s'approvisionnent en fruits, légumes et légumes racines via au moins un circuit court (achat en direct auprès des producteurs, achat dans les étals au bord des routes, dons de l'entourage, production personnelle dans jardin potager). Les deux tiers des interviewés affirment avoir confiance dans la qualité des fruits, légumes et légumes racines qu'ils consomment (68,0 % en Martinique, 64,1 % en Guadeloupe).

### *Connaissances sur la chlordécone*

Plus de 8 Antillais sur 10 ont entendu parler de la chlordécone, ou à défaut du nom sous lequel cette substance était commercialisée, à savoir le Curlone ou le Képone (85,1 % en Martinique, 85,0 % en

Guadeloupe). Interrogés sur ce qu'est la chlordécone, 46,4 % des Martiniquais et 39,7 % des Guadeloupéens ayant entendu parler de ce produit citent spontanément que la chlordécone est un pesticide ( $p < 0,01$ ). La nocivité de la chlordécone ne fait aucun doute dans l'esprit de la population : ils sont ainsi 91,7 % en Martinique et 91,4 % en Guadeloupe à penser que la chlordécone présente un danger pour la santé.

#### *Perceptions du risque*

Sur les six problématiques proposées (Sida, accidents de la route, maladies liées aux habitudes alimentaires, chlordécone, dengue, cyclones et tempêtes tropicales), la chlordécone se situe en 4<sup>ème</sup> position devant la dengue et les cyclones et les tempêtes tropicales en Martinique, et en 5<sup>ème</sup> position en Guadeloupe. Près des deux tiers de la population pense que la chlordécone présente un risque « très » important pour la population (64,5 % en Martinique, 61,1 % en Guadeloupe). Parmi les personnes qui ont entendu parler de la chlordécone, près de 9 sur 10 pensent que l'utilisation de ce produit a des effets « très » ou « plutôt » important sur la santé, l'environnement et l'économie locale à la fois en Martinique et en Guadeloupe. La population antillaise se sent personnellement concernée par la problématique de la chlordécone : respectivement 77,6 % des Martiniquais et 77,2 % des Guadeloupéens ayant entendu parler de la chlordécone estiment qu'elle peut avoir des effets sur leur propre santé.

#### *Comportements*

Environ 4 personnes sur 10 (39,3 % en Martinique, 40,2 % en Guadeloupe) affirment avoir changé certaines de leurs habitudes depuis qu'elles ont entendu parler de chlordécone. La précaution la plus souvent déclarée consiste à limiter la consommation de certains produits considérés comme plus contaminés tels que les légumes racines (respectivement 72,4 % des Martiniquais et 73,4 % des Guadeloupéens qui déclarent avoir modifié certains comportements).

#### *Perception de la gestion du dossier chlordécone*

La moitié des Antillais (54,5 % en Martinique, 48,6 % en Guadeloupe ;  $p < 0,05$ ) qui ont entendu parler de chlordécone se dit « tout à fait » ou « plutôt » satisfaite de l'information reçue sur la chlordécone. La population se montre globalement critique vis-à-vis de l'action de l'Etat et des élus : environ un quart des interviewés se dit « tout à fait » ou « plutôt » satisfait de l'action conduite par l'Etat (27,0 % en Martinique, 20,2 % en Guadeloupe ;  $p < 0,01$ ) et par les élus (28,4 % en Martinique, 21,2 % en Guadeloupe ;  $p < 0,01$ ). En outre, 8 sur 10 sont d'avis que les instances publiques leur cachent des choses sur la chlordécone (79,2 % en Martinique, 79,0 % en Guadeloupe). 6 personnes sur 10 affirment ne avoir confiance dans les études scientifiques (60,0 % en Martinique, 55,7 % en Guadeloupe) ; une personne sur 10 ne se prononce pas. A peine plus du tiers des personnes interrogées pensent que les pouvoirs publics ont conduit des actions par rapport à la chlordécone (38,9 % en Martinique et 34,3 % en Guadeloupe) et une personne sur 10 ne sait pas si des mesures ont été mises en œuvre (10,8 % en Martinique, 12,3 % en Guadeloupe).

## Discussion

La chlordécone bénéficie d'une grande notoriété aussi bien en Martinique qu'en Guadeloupe. La quasi-totalité des Antillais en a en effet entendu parler, et presque tous sont en mesure de donner des éléments de définition. Pour autant, les connaissances restent dans l'ensemble peu précises, même chez les personnes qui se sentent bien informées sur la chlordécone. Dans l'esprit de la population, les conséquences de l'utilisation de la chlordécone impactent à la fois l'environnement, l'économie locale et la santé de la population. Les Antillais sont convaincus de l'existence d'un risque pour leur santé. La population antillaise porte un jugement très critique sur la manière dont les instances publiques ont géré le dossier chlordécone. Ils expriment en très grande majorité leur insatisfaction (selon les cas, entre 33 % et 45 % de « *pas du tout* » satisfaits et entre 25 % et 29 % de « *plutôt pas* » satisfaits) quant à l'action de l'Etat et des élus. La position de la population vis-à-vis de l'Etat dépend du niveau d'information : d'une part, les personnes qui se sentent bien informées sur la chlordécone sont plus nombreuses à avoir connaissance de la mise en place d'actions par l'Etat que les autres ; d'autre part, ces mêmes personnes se déclarent plus souvent satisfaites de l'action de l'Etat que les autres. La tendance est la même en ce qui concerne la satisfaction vis-à-vis de l'action des médias et des élus, qui est significativement liée au sentiment d'être bien informé sur la chlordécone.

En conclusion, cette étude met en évidence un réel besoin en termes d'information de la population antillaise. Les Antillais expriment en large majorité le sentiment d'un manque de transparence des pouvoirs publics, alors que les scientifiques semblent bénéficier d'une plus forte crédibilité puisque les deux tiers des Antillais accordent leur confiance à leurs travaux. Ceux-ci pourraient à ce titre être les relais d'une information sur l'état des connaissances actuelles et les actions conduites dans le cadre du plan d'action chlordécone.



# Sommaire

<b>1. Introduction</b>	<b>11</b>
<b>2. Methode</b>	<b>12</b>
<b>2.1. Constitution d'un comité de pilotage et d'un comité technique</b>	<b>12</b>
<b>2.2. Etude qualitative exploratoire</b>	<b>12</b>
<b>2.3. Etude quantitative</b>	<b>13</b>
<b>3. Résultats</b>	<b>16</b>
<b>3.1. Pratiques alimentaires</b>	<b>16</b>
3.1.1. Provenance et confiance dans la qualité des produits	16
3.1.2. Jardin potager	17
<b>3.2. Connaissances sur la chlordécone</b>	<b>17</b>
3.2.1. Connaissances sur la chlordécone et son utilisation	17
3.2.2. Connaissances sur la chlordécone et la pollution de l'environnement	21
3.2.3. Connaissances sur la chlordécone et la santé	23
<b>3.3. Perceptions des risques liés à la chlordécone</b>	<b>27</b>
3.3.1. Hiérarchisation des risques	27
3.3.2. Les conséquences perçues	29
<b>3.4. Comportements adoptés</b>	<b>32</b>
<b>3.5. Perception de la gestion du dossier sur la chlordecone</b>	<b>34</b>
3.5.1. Niveau d'information	34
3.5.2. Opinion sur la gestion du risque	36
<b>4. Discussion</b>	<b>40</b>
<b>Bibliographie</b>	<b>45</b>
<b>Annexe : questionnaire</b>	<b>47</b>



# 1. INTRODUCTION

La chlordécone est un pesticide organochloré rémanent et persistant, cancérogène possible et perturbateur endocrinien potentiel chez l'Homme. La chlordécone a été utilisée durant de nombreuses années aux Antilles pour lutter contre le charançon du bananier. Elle persiste dans les sols pendant des dizaines d'années, et se retrouve dans les eaux ainsi que dans les denrées animales et végétales (notamment les légumes racines).

Un plan d'action chlordécone a été mis en place en Martinique et en Guadeloupe en 2008 pour identifier les actions à renforcer ou à mettre en œuvre, améliorer la coordination de l'ensemble des acteurs et la communication sur les actions menées [1]. Le plan d'action chlordécone 2008-2010 en Martinique et en Guadeloupe a été adopté par le gouvernement afin de renforcer les actions et mesures concernant cette contamination. Ce plan comprend quatre volets : renforcer la connaissance des milieux ; diminuer l'exposition et mieux connaître les effets sur la santé ; assurer une alimentation saine et gérer les milieux contaminés ; améliorer la communication et piloter le plan.

Le sous-volet concernant la communication a notamment pour objectif d'informer le grand public et les professionnels concernés (agriculteurs, professionnels de la pêche, professionnels de santé, etc.) sur l'état des connaissances, sur ce qu'est la chlordécone, sur les risques encourus et sur les précautions à prendre. Afin d'orienter et de définir les stratégies du dispositif de communication à l'attention de la population générale, l'action 37 du plan a prévu la mise en place d'une étude sur les connaissances, les perceptions et les comportements de la population antillaise vis-à-vis de la chlordécone (étude de type KABP<sup>1</sup>).

Les objectifs de cette étude sont de mesurer en population générale :

- **le niveau de connaissance** sur ce qu'est la chlordécone, l'étendue de la pollution environnementale, les dangers et les risques associés à la chlordécone, les repères de consommations alimentaires ;
- **les perceptions** sur les risques sanitaires, les craintes pour leur santé, la satisfaction vis-à-vis de l'action de différentes parties prenantes (Etat, élus, médias), la satisfaction sur l'information reçue, la confiance dans les expertises scientifiques ;
- **les comportements de précaution** adoptés par la population notamment en ce qui concerne sa consommation alimentaire.

---

<sup>1</sup> Knowledge, Attitude, Behaviour, Practise

## **2. METHODE**

### ***2.1. Constitution d'un comité de pilotage et d'un comité technique***

La mise en place de l'étude a été encadrée par un comité de pilotage (COFIL) et par un comité technique (CT).

- Le comité de pilotage : les Directions de la Santé et du Développement Social (DSDS) de Martinique et de Guadeloupe, les Observatoires Régionaux de la Santé (ORS) de Martinique et de Guadeloupe, le chargé de mission interrégional chlordécone, les services animateurs du Groupe régional d'étude des pollutions par les produits phytosanitaires (Grepp) en Guadeloupe et du Groupe régional phytosanitaire (Gephy) en Martinique, le Comité guadeloupéen d'éducation pour la santé (Coges), et l'Institut National de Prévention et d'Education à la Santé (Inpes) ;
- Le comité technique : les membres du COFIL, la Cellule interrégionale d'épidémiologie (Cire) Antilles Guyane, l'Institut national de la recherche agronomique (Inra), l'Agence française de la sécurité sanitaire de l'environnement et du travail (Afsset), l'association Archipel des Sciences, l'université Antilles Guyane, un sociologue, un anthropologue.

### ***2.2. Etude qualitative exploratoire***

Une étude qualitative exploratoire a précédé la mise en place de l'étude quantitative. Son objectif était d'explorer les connaissances, les perceptions et les comportements de la population antillaise par rapport à la chlordécone afin de :

- préciser le champ du questionnaire de l'enquête quantitative et s'assurer que l'ensemble des préoccupations et des questions que se pose la population est pris en compte dans le questionnaire ;
- constituer des listes pour les questions ouvertes précodées et les questions à batterie<sup>2</sup>.

L'étude s'est faite sous forme de focus groupes. L'institut Ipsos s'est chargé de la mise en œuvre du terrain de l'étude. Au total, quatre réunions de groupe de 8 à 10 personnes ont été mises en place du 8 au 11 juillet 2008 (2 en Martinique et 2 en Guadeloupe).

---

<sup>2</sup> Il s'agit par exemple de questions où il est demandé à l'interviewé répondre à une même question sur différentes problématiques : risque perçu pour différentes problématiques de santé, etc.

### **2.3. Etude quantitative**

L'enquête quantitative a été conduite en Martinique et en Guadeloupe continentale, avec des échantillons indépendants de 1000 personnes dans chaque département (soit 2000 personnes au total) afin d'avoir une puissance statistique suffisante pour faire des analyses dans chacune des îles. Les personnes interrogées étaient âgées de 18 à 75 ans. En effet, en deçà de 18 ans, il est rare que les personnes soient en charge de leur alimentation. Le terrain de l'enquête a eu lieu du 13 octobre au 26 novembre 2008.

Les deux échantillons ont été construits selon la méthode des quotas. Pour des échantillons de faibles effectifs ( $N \leq 2000$ ) il est en effet considéré que la méthode par quotas est préférable à la méthode aléatoire. Les variables retenues comme quotas sont le sexe, l'âge, la catégorie socioprofessionnelle, la liste téléphonique (rouge, orange / blanche), la commune de résidence.

Le questionnaire a été administré par téléphone en incluant les individus inscrits sur liste rouge. Le taux d'équipement en téléphone fixe est suffisamment élevé en Martinique et en Guadeloupe pour réaliser l'enquête par téléphone (respectivement 91,5 % et 87,0 % en 1999). Les enquêtes par téléphone présentent un certain nombre d'avantages<sup>3</sup> : faible coût, rapidité de réalisation, possibilité de contrôle de la qualité de passation du questionnaire du fait de la centralisation de l'enquête, sensation d'anonymat chez l'enquêté d'où une meilleure obtention de réponses pour les questions sensibles ou personnelles. D'autre part, compte tenu de la fréquence des inscrits sur liste rouge (respectivement 22 % et 14 % des abonnés de France Télécom en Martinique et en Guadeloupe en 2000), il était important de les inclure dans la base de sondage pour assurer la meilleure représentativité possible.

Le questionnaire était proposé en français et en créole du fait du bilinguisme de la population antillaise. La mise en place du terrain a été confiée à l'institut de sondage BVA, qui a travaillé en collaboration avec l'institut LH2 DOM basé en Martinique.

Chaque échantillon a été redressé de manière à être représentatif de la population de la Martinique et de la Guadeloupe<sup>4</sup>. L'analyse des données a été réalisée avec le logiciel STATA.

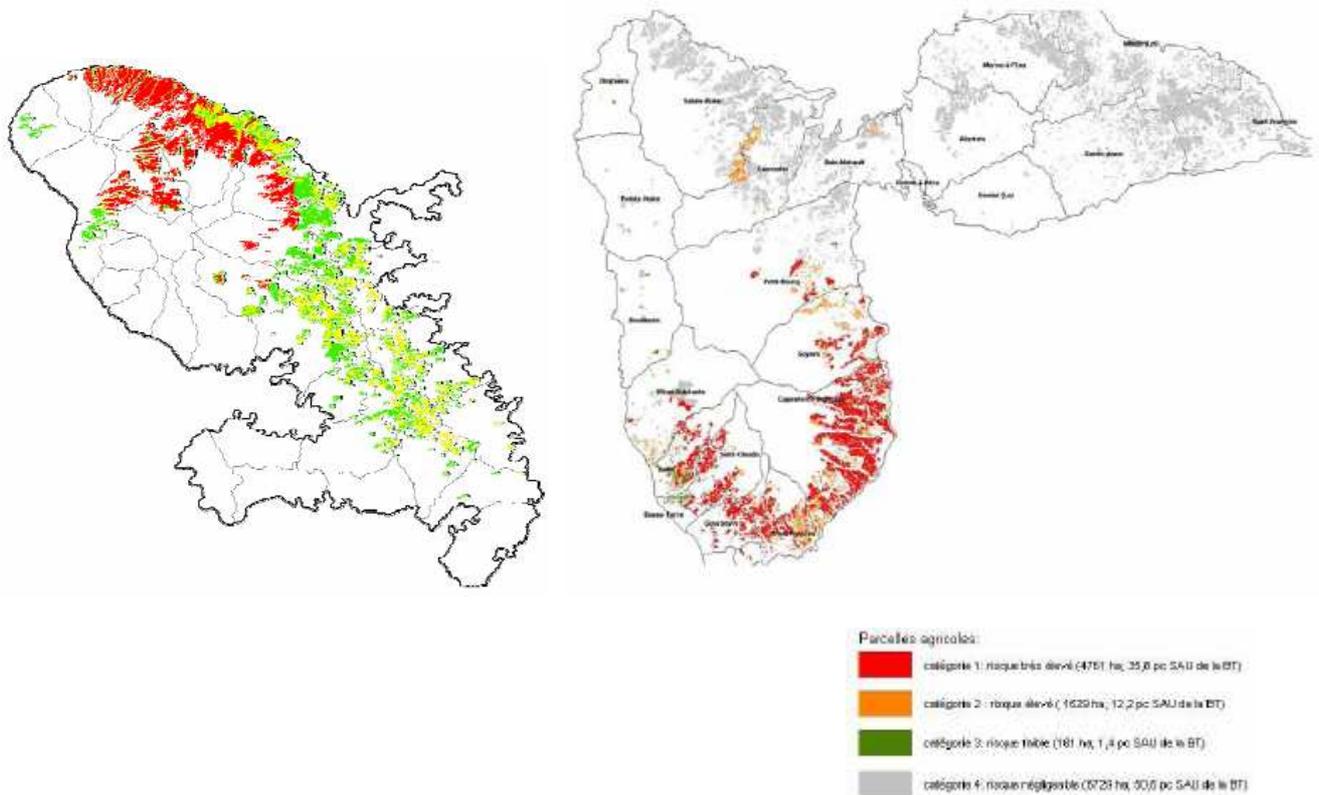
Une variable a été construite pour différencier les personnes vivant en zone contaminée des autres. Les communes considérées comme contaminées ont été définies à partir des cartes de contamination

---

<sup>3</sup> Beck F. et al, « L'avenir des enquêtes téléphoniques face à l'évolution des télécommunications », in Dreesbeke J. J. et Lebart L. (dir.), Enquêtes, modèles et applications, Dunod, Paris, 2001, pp 285 -293

<sup>4</sup> Le redressement a été effectué à partir des données les plus récentes mise à disposition par l'Insee, à savoir les données du recensement 2006 pour la structure par sexe et âge, et du recensement 1999 pour la structure par profession du chef de famille et commune (sauf les communes pour lesquelles des données étaient disponibles lors des recensements de 2004 et 2007)

des sols réalisées par la Direction régionale de l'environnement (Diren) en Martinique et par la Direction de l'agriculture et la forêt (Daf) en Guadeloupe (Figure 1).



**Figure 1 : Carte de contamination des sols en Martinique (à gauche) et en Guadeloupe (à droite). Source pour la Martinique : Diren. Source pour la Guadeloupe : Daf.**

Les communes qui ont été considérées comme « contaminées » pour l'analyse sont<sup>5</sup> :

- **En Martinique** : Ajoupa-Bouillon, Basse-Pointe, Le Lorrain, Macouba, Marigot, Le Morne-Rouge, Sainte-Marie
- **En Guadeloupe** : Baillif, Capesterre-Belle-Eau, Gourbeyre, Goyave, Saint-Claude, Trois-Rivières

<sup>5</sup> Dans certaines études, la commune de Vieux habitant en Guadeloupe est considérée comme « contaminée ». Ici nous avons fait le choix de distinguer les communes « plus » contaminées des communes « moins » contaminées.

Le tableau I présente la structure redressée des deux échantillons.

	Martinique		Guadeloupe	
	N	%	N	%
	1000	100 %	1000	100 %
<b>Sexe</b>				
Hommes	460	46,0	462	46,2
Femmes	540	54,0	538	53,8
<b>Age</b>				
18-24 ans	126	12,6	125	12,5
25-34 ans	173	17,3	191	19,1
35-49 ans	348	34,8	354	35,4
50-64 ans	235	23,5	230	23,0
65-75 ans	118	11,8	100	10,0
<b>Catégorie socio professionnelle</b>				
Agriculteur exploitant	9	0,9	16	1,6
Artisan, commerçant, chef d'entreprise	47	4,7	48	4,8
Cadre, profession intellectuelle supérieure	61	6,1	37	3,7
Profession intermédiaire	109	10,9	136	13,6
Employé	240	24,0	264	26,4
Ouvrier	131	13,1	116	11,6
Inactif	403	40,3	383	38,3
<b>Revenu par unité de consommation *</b>				
< 900 euros	331	33,1	346	34,6
900 à 1500 euros	178	17,8	182	18,2
> 1500 euros	216	21,6	207	20,7
Nsp / Refus	275	27,5	265	26,5
<b>Vit dans une commune "contaminée" **</b>				
Oui	115	11,5	163	16,3
Non	885	88,5	837	83,7
<b>Lieu de naissance</b>				
Martinique	845	84,5	32	3,2
Guadeloupe	25	2,5	802	80,2
Autre	130	13,0	166	16,6
<b>Liste téléphonique</b>				
Blanche ou orange	780	78,0	860	86,0
Rouge	220	22,0	140	14,0

**Tableau I : Structure redressée de l'échantillon en fonction des variables sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle de l'interviewé, revenu par unité de consommation, lieu de naissance, liste téléphonique, « contamination » de la commune de résidence**

\* Revenu par unité de consommation (revenu UC) : Système de pondération attribuant un coefficient à chaque membre du ménage et permettant de comparer les niveaux de vie de ménages de tailles ou de compositions différentes. Avec cette pondération, le nombre de personnes est ramené à un nombre d'unités de consommation (UC). L'échelle actuellement la plus utilisée (dite de l'OCDE) retient la pondération suivante :

- 1 UC pour le premier adulte du ménage ;
- 0,5 UC pour les autres personnes de 14 ans ou plus ;
- 0,3 UC pour les enfants de moins de 14 ans.

\*\* Commune « contaminée » : Les communes considérées comme « contaminées » sont celles décrites en page 7 (Figure 1)

## 3. RESULTATS

### 3.1. Pratiques alimentaires

#### 3.1.1. Provenance et confiance dans la qualité des produits

##### Provenance des produits alimentaires végétaux

Les sources d'approvisionnement en fruits, légumes et légumes racines sont variées. Les circuits d'approvisionnement les plus répandus en Martinique et en Guadeloupe sont les grandes surfaces, les marchés et les dons de personnes de l'entourage (Tableau II).

	Martinique N=1000 %		Guadeloupe N=1000 %		Test de significativité <sup>6</sup>
Dons de voisins, famille, ou amis	842	84,4	810	81,0	*
Grandes surfaces	822	82,2	782	77,9	*
Marché	741	74,1	829	83,1	***
Directement auprès des producteurs	363	36,3	414	42,2	**
Dans les boutiques ou épiceries de quartier	343	34,6	475	47,7	***
Jardin potager	312	31,1	353	35,1	NS
Au bord des routes	288	29,0	336	34,0	*

**Tableau II<sup>7</sup> : Source d'approvisionnement en fruits, légumes et légumes racines.** « De manière générale d'où viennent les fruits, les légumes et les légumes racines que vous mangez ? » (Base totale)

Au final, la quasi-totalité des Antillais déclarent s'approvisionner en fruits, légumes et légumes racines via au moins un circuit court, circuit ne faisant l'objet d'aucun contrôle de qualité de la part des autorités publiques. Ainsi, 93,8 % des Martiniquais et 92,8 % des Guadeloupéens déclarent avoir recours à au moins une des sources d'approvisionnement suivantes : achat en direct auprès des producteurs, achat dans les étals au bord des routes, dons de l'entourage, production personnelle.

##### Confiance dans la qualité des produits

Les deux tiers des Antillais affirment avoir confiance dans la qualité des fruits, légumes et légumes racines qu'ils consomment (68,0 % en Martinique, 64,1 % en Guadeloupe). Environ 7 % ne se prononcent pas (6,7 % en Martinique, 6,8 % en Guadeloupe). Il est à noter que les personnes qui s'approvisionnent en denrées végétales via au moins une filière courte sont en proportion plus nombreuses à avoir confiance dans la qualité des produits qu'elles consomment que les personnes qui

<sup>6</sup> Valeur du test de significativité pour les différences entre les réponses données par les interviewés guadeloupéens et celles des martiniquais : \* : p<0,05 ; \*\* : p<0,01 ; \*\*\* : p<0,001.

<sup>7</sup> Les pourcentages sont calculés sur la base des interviewés qui ont répondu à la question. Les personnes ne s'étant pas prononcées ne sont pas incluses.

n'ont jamais recours aux filières courtes. Ainsi, en Martinique, 69,1 % des personnes qui font appel à au moins un circuit court déclarent avoir confiance dans la qualité des produits qu'elles consomment contre 51,0 % chez les autres ( $p < 0,05$ ). Elles sont respectivement 65,2 % contre 50,3 % en Guadeloupe ( $p < 0,05$ ).

### **3.1.2. Jardin potager**

Un tiers des Martiniquais (32,9 %) et des Guadeloupéens (36,4 %) déclarent avoir un jardin dans lequel ils font pousser des fruits, des légumes et des légumes racines. Interrogés sur les produits qu'ils cultivent eux-mêmes, 63,5 % des Martiniquais qui exploitent un jardin et 57,8 % des Guadeloupéens affirment faire pousser des légumes racines. Par rapport à l'ensemble de la population, un Antillais sur 5 affirme faire pousser des légumes racines (20,9 % en Martinique, 21,0 % en Guadeloupe), les légumes racines (ignames, dachines, patates douces) étant les principales denrées contributrices de l'apport total en chlordécone avec les produits de la pêche [2].

Au total, 6,6 % des personnes vivant en Guadeloupe et 3,6 % des personnes vivant en Martinique déclarent cultiver un jardin qui est situé sur une commune dont les terres sont contaminées<sup>8</sup> par la chlordécone. Parmi les personnes qui exploitent un jardin localisé dans une commune contaminée, la moitié (48,1 % en Martinique et 53,1 % en Guadeloupe) consomme plus de 2 fois par semaine des denrées produites dans le jardin. Par rapport à l'ensemble de la population, 1,9 % des Martiniquais et 3,5 % des Guadeloupéens exploitent un jardin situé dans une commune « contaminée » et affirment consommer plus de 2 fois par semaine des produits issus de leur propre production<sup>9</sup>.

## **3.2. Connaissances sur la chlordécone**

### **3.2.1. Connaissances sur la chlordécone et son utilisation**

#### **Notoriété de la chlordécone**

Plus de 8 Antillais sur 10 ont entendu parler de la chlordécone, ou à défaut du nom sous lequel cette substance était commercialisée, à savoir le Curlone ou le Képone (85,1 % en Martinique, 85,0 % en Guadeloupe). Que ce soit en Martinique ou en Guadeloupe, ce sont les tranches d'âge les plus jeunes (18-24 ans) et les plus âgées (65-75 ans) ainsi que les personnes ayant les revenus par unité de consommation les plus faibles (hormis ceux qui refusent de donner le montant de leurs revenus

---

<sup>8</sup> Pour savoir quelles communes sont considérées comme contaminées en chlordécone, se référer à la partie Méthode.

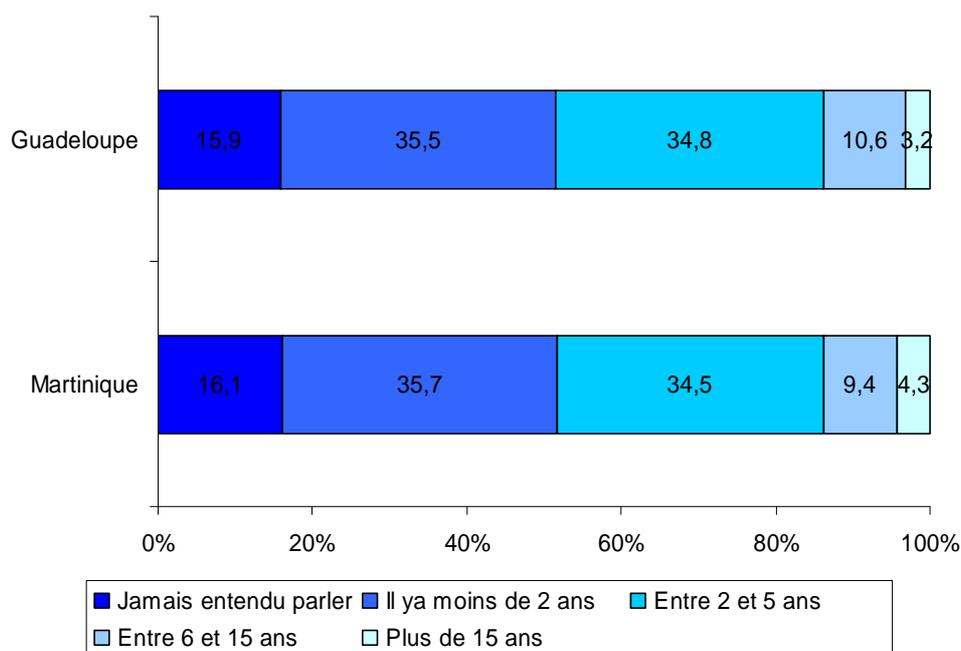
<sup>9</sup> L'Afssa [2] préconise, uniquement à titre provisoire, et pour les personnes vivant sur des sols contaminés, de ne pas consommer plus de deux fois par semaine des légumes racines (dachine, igname, patate douce) cultivés dans le jardin.

mensuels) qui sont, en proportion, les moins nombreuses à avoir entendu parler de la chlordécone (Tableau II).

	Martinique (N=1000)		Guadeloupe (N=1000)	
	N	%	N	%
	846	85,1	849	85,0
<b>Sexe</b>		<b>NS</b>		<b>NS</b>
Homme	357	83,4	361	83,9
Femme	489	86,5	488	86,0
<b>Age</b>		<b>**</b>		<b>***</b>
18-24 ans	85	76,2	86	73,2
25-34 ans	124	84,3	137	85,4
35-49 ans	327	89,7	333	89,2
50-64 ans	209	86,4	211	87,4
65-75 ans	101	79,5	82	78,7
<b>Revenu par unité de consommation</b>		<b>***</b>		<b>***</b>
< 900 euros	275	83,7	282	82,1
900 à 1500 euros	164	92,8	162	88,7
> 1500 euros	197	91,7	193	93,9
Nsp / Refus	210	77,0	212	80,0
<b>Vit dans une commune "contaminée"</b>		<b>NS</b>		<b>NS</b>
Oui	93	84,5	136	82,5
Non	753	85,2	713	85,5

**Tableau III : Pourcentage de la population ayant entendu parler de la chlordécone en fonction des variables socio-démographiques.** « Avez-vous déjà entendu parler de la chlordécone ne serait-ce que de nom ? » (Base totale)

La plupart des Antillais n'a entendu parler de la chlordécone que récemment. Ainsi, un peu plus du tiers des Antillais (35,6 % des Martiniquais et 35,5 % des Guadeloupéens) a entendu parler de la chlordécone pour la première fois il y a moins de 2 ans et un tiers également entre 2 et 5 ans (34,5 % en Martinique, 34,8 % en Guadeloupe) (Figure 2).



**Figure 2 : Ancienneté de la connaissance du terme « chlordécone ».** « Quand en avez-vous entendu parler pour la première fois ? » (Base totale)

## Connaissances générales sur la chlordécone

Interrogés sur ce qu'est la chlordécone, 46,4 % des Martiniquais et 39,7 % ( $p < 0,01$ ) des Guadeloupéens ayant entendu parler de ce produit citent spontanément que la chlordécone est un pesticide. Par rapport à l'ensemble de la population, 38,8 % de la population de la Martinique et 33,2 % de celle de la Guadeloupe ( $p < 0,01$ ) savent précisément que la chlordécone est un pesticide.

Environ un tiers des Antillais (34,0 % en Martinique et 34,4 % en Guadeloupe) citent spontanément des éléments relatifs à la dangerosité de la chlordécone pour la santé et plus de 4 personnes sur 10 des éléments relatifs à la pollution de l'environnement (41,5 % en Martinique, 44,0 % en Guadeloupe). Parmi les répondants, seulement 4,1 % des Martiniquais et 3,3 % des Guadeloupéens ne sont en mesure de donner aucune précision sur ce qu'est la chlordécone (Tableau IV).

De manière générale, parmi les personnes qui ont entendu parler de la chlordécone, ce sont les personnes les plus âgées (tranche d'âge de 65 à 75 ans) et les personnes aux revenus les plus faibles qui ont les connaissances les moins précises sur ce qu'est la chlordécone. Ainsi, en Martinique, 25,1 % des 65-75 ans qui ont entendu parler de la chlordécone savent que c'est un pesticide contre 49,0 % chez les moins de 65 ans ( $p < 0,001$ ). En Guadeloupe, ces pourcentages sont respectivement de 27,0 % contre 41,0 % ( $p < 0,05$ ). De même, 37,5 % des répondants martiniquais qui ont un revenu par unité de consommation (UC) mensuel inférieur à 900 euros citent spontanément que c'est un pesticide contre 51,0 % de ceux qui ont un revenu UC compris entre 900 et 1500 euros et 61,8 % de ceux qui ont un revenu UC supérieur à 1500 euros ( $p < 0,001$ ) (respectivement 33,0 %, 38,7 % et 54,1 % pour la Guadeloupe ;  $p < 0,001$ ). Il n'y a pas de différence significative en fonction du sexe de l'interviewé ou du fait d'habiter dans une commune située sur des terres polluées.

Lorsqu'on demande une définition de la chlordécone aux interviewés, en Martinique, les femmes sont plus nombreuses que les hommes à évoquer spontanément son effet néfaste sur l'environnement (44,6 % contre 37,7 % ;  $p < 0,05$ ). En revanche, il n'y a pas de différence significative entre hommes et femmes en Guadeloupe. Le fait d'évoquer spontanément la pollution de l'environnement par la chlordécone est indépendant de l'âge, du revenu par unité de consommation et du fait d'habiter dans une commune « contaminée », aussi bien en Martinique qu'en Guadeloupe.

Dans leur définition de la chlordécone, les Martiniquaises citent plus souvent que les Martiniquais ses conséquences négatives sur la santé (37,1 % contre 30,1 % ;  $p < 0,05$ ). En Guadeloupe, elles sont respectivement 38,8 % contre 29,2 % des hommes ( $p < 0,01$ ). Des conséquences sanitaires sont plus fréquemment citées par les personnes aux revenus les plus faibles, mais uniquement en Guadeloupe (39,4 % pour les Guadeloupéens ayant un revenu inférieur à 1500 euros, contre 26,4 % chez ceux ayant un revenu supérieur ou égal à 1500 euros ;  $p < 0,01$ ). L'évocation de la nocivité de la

chlordécone pour la santé est indépendante de l'âge et du fait d'habiter dans une commune contaminée.

	<b>Martinique</b> N=842		<b>Guadeloupe</b> N=842	
	<b>N</b>	<b>%</b>	<b>N</b>	<b>%</b>
<b>La chlordécone est un produit chimique</b>	<b>475</b>	<b>55,7*</b>	<b>439</b>	<b>50,6</b>
La chlordécone est un pesticide	389	46,4**	340	39,7
La chlordécone est un engrais	63	7,6	72	8,4
La chlordécone est une substance chimique	52	6,1	57	7,0
<b>L'utilisation de la chlordécone</b>	<b>445</b>	<b>51,7</b>	<b>426</b>	<b>49,2</b>
La chlordécone est un produit utilisé aux Antilles	37	4,2	34	4,0
La chlordécone est un produit utilisé par les agriculteurs	239	28,6	256	30,4
La chlordécone est un produit utilisé dans les bananeraies	201	23,6***	146	16,6
La chlordécone est un produit utilisé dans le passé	10	1,2	15	1,6
La chlordécone est un produit actuellement interdit	52	5,9	51	5,9
<b>La pollution de l'environnement par la chlordécone</b>	<b>357</b>	<b>41,5</b>	<b>377</b>	<b>44,0</b>
La chlordécone est un produit persistant / difficile à éliminer	54	6,3	37	4,3
La chlordécone est dangereux pour l'environnement	64	7,6	64	7,6
La chlordécone pollue les sols, la terre	190	22,6	210	24,7
La chlordécone pollue l'eau, la nappe phréatique	61	7,3	60	7,2
La chlordécone est présent dans les aliments	116	13,6	125	15,0
<b>La chlordécone et ses effets sur la santé</b>	<b>297</b>	<b>34,0</b>	<b>299</b>	<b>34,4</b>
La chlordécone est un produit nocif pour l'Homme	263	30,7	252	29,9
La chlordécone rend les aliments non consommables	11	1,3	14	1,6
La chlordécone provoque des maladies (cancer, stérilité, etc.)	38	4,3	46	5,1
<b>Aucune réponse / Nsp</b>	<b>34</b>	<b>4,1</b>	<b>28</b>	<b>3,3</b>

**Tableau IV : Définition de la chlordécone.** « D'après ce que vous en savez, la chlordécone c'est quoi ? Qu'est ce que c'est? » Question ouverte). Total supérieur à 100 car plusieurs réponses possibles. (Base : Les personnes ayant entendu parler de la chlordécone)

## Connaissance sur l'utilisation de la chlordécone

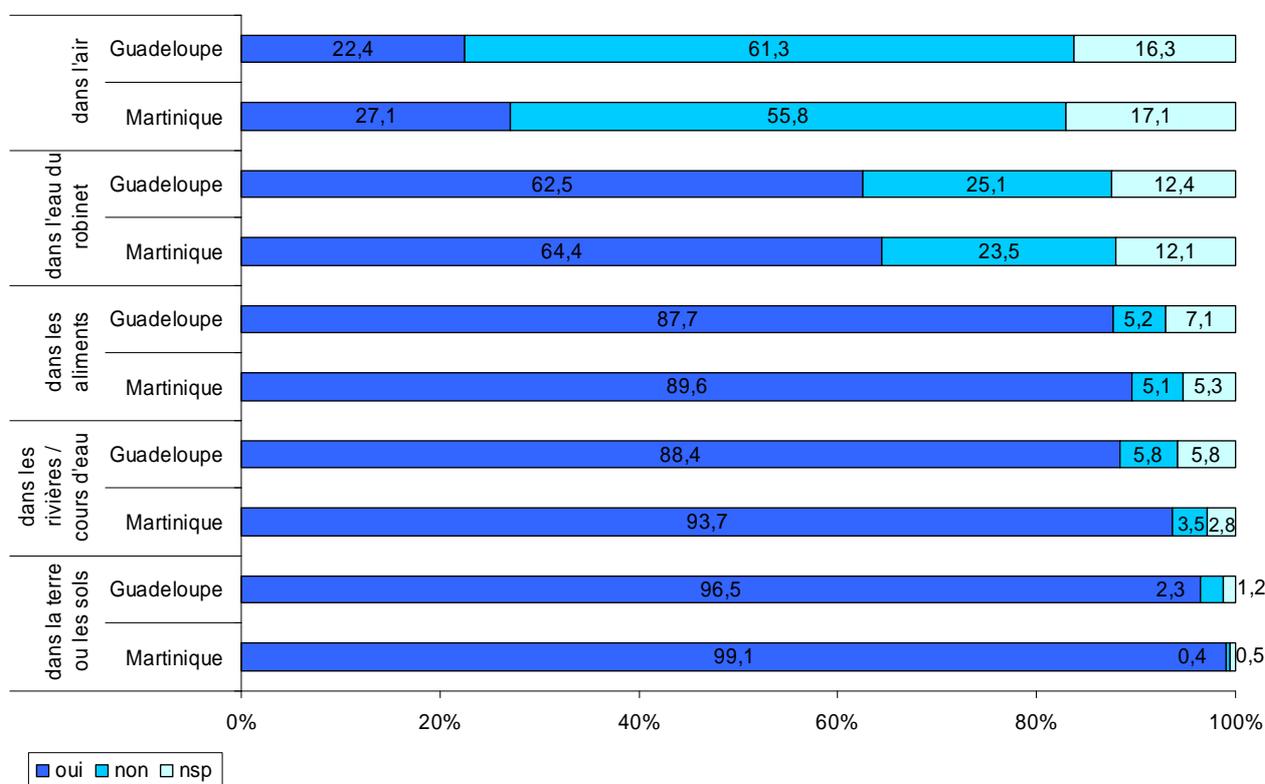
Parmi les personnes qui ont entendu parler de la chlordécone<sup>10</sup>, 85,7 % des Martiniquais et 78,1% des Guadeloupéens à savoir qu'actuellement l'utilisation de la chlordécone est interdite ( $p < 0,001$ ) ; respectivement 7,0 % et 10,0 % à penser que son utilisation est encore autorisée aujourd'hui et 7,4 % et 11,9 % à ne pas se prononcer. En outre, près de 9 personnes sur 10 (86,1 % des Martiniquais ; 86,7 % des Guadeloupéens) sont convaincues que la chlordécone a continué d'être utilisé aux Antilles alors qu'elle avait été interdite en France hexagonale. Respectivement 6,7 % des Martiniquais et 7,2 % des Guadeloupéens ne se prononcent pas.

<sup>10</sup> Pour la suite, lorsque nous parlerons du sous groupe « les personnes ayant entendu parler de la chlordécone », nous inclurons également les personnes qui n'ont entendu parler que du Curlone ou du Képone

### 3.2.2. Connaissance sur la chlordécone et la pollution de l'environnement

#### Connaissance sur l'étendue de la pollution des milieux

Les Antillais sont conscients que la chlordécone peut se retrouver dans différents milieux. Ainsi, parmi les personnes qui ont déjà entendu parler de chlordécone, la quasi-totalité sait que la chlordécone peut se retrouver dans les sols et les terres, les cours d'eau et les aliments. Près des deux tiers pensent que la chlordécone peut contaminer l'eau du robinet et environ un quart pense qu'elle peut se retrouver dans l'air (Figure 3).



**Figure 3 : Connaissance des milieux contaminés.** « Pensez-vous que la chlordécone peut se retrouver... ? » (Base : les personnes qui ont entendu parler de la chlordécone)

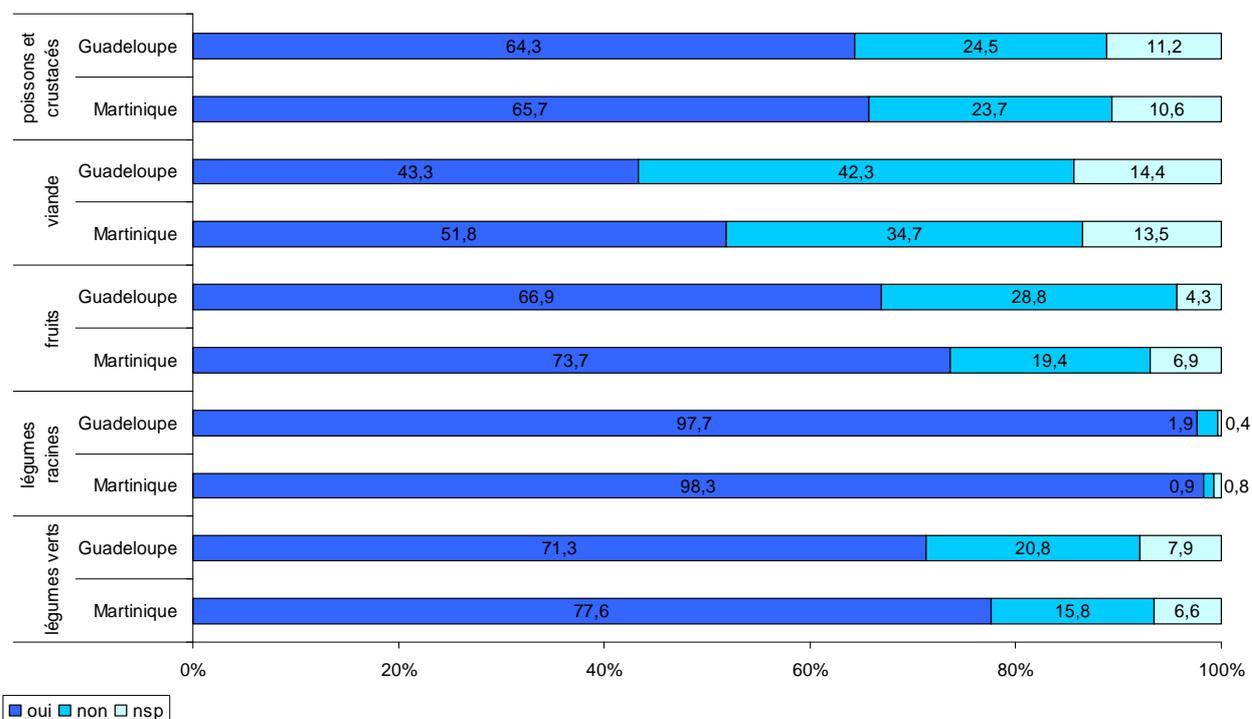
Les personnes les plus âgées ont globalement plus fréquemment tendance à penser que l'air et l'eau du robinet peuvent contenir de la chlordécone. Ainsi, en Martinique, 39,1 % des 65-75 ans pensent que la chlordécone peut se retrouver dans l'air contre 25,7 % chez les plus jeunes ( $p < 0,001$ ). En Guadeloupe, ils sont respectivement 34,5 % chez les 65-75 ans, contre 21,2 % chez les moins de 65 ans ( $p < 0,001$ ). De même concernant l'eau du robinet, 51,5 % des Guadeloupéens âgés de 18 à 24 ans pensent qu'elle peut être contaminée par la chlordécone alors qu'ils sont 73,3 % chez les 50-64 ans et 67,9 % chez 65-75 ans ( $p < 0,001$ ) ; il n'y a pas de différence significative en Martinique.

En Martinique, les femmes sont en proportion plus nombreuses que les hommes à penser que la chlordécone peut se retrouver dans l'air (31,5 % des femmes contre 21,7 % des hommes ;  $p < 0,001$ ) ; il n'y a pas de différence significative en Guadeloupe. Les personnes aux revenus les plus faibles que ce soit en Martinique ou en Guadeloupe pensent également plus souvent que la chlordécone peut se retrouver dans l'air (33,3 % des personnes ayant un revenu par unité de consommation inférieur à 900 euros contre 19,3 % chez celles ayant un revenu compris entre 900 et 1500 euros et 22,1 % chez celles ayant un revenu par unité de consommation supérieur ou égal à 1500 euros en Martinique ;  $p < 0,001$  et respectivement 23,8 %, 23,1 % et 14,9 % en Guadeloupe ;  $p < 0,05$ ).

Près de 8 personnes sur 10 pensent que la chlordécone persistera dans les sols pendant des dizaines d'années (79,7 % en Martinique, 77,3 % en Guadeloupe). Respectivement 4,8 % des Martiniquais et 6,4 % des Guadeloupéens ne se prononcent pas.

### Connaissance sur les aliments plus facilement contaminés

Les Antillais sont en majorité conscients que l'ensemble de la chaîne alimentaire peut être contaminée par la chlordécone (Figure 4). En particulier, la quasi-totalité d'entre eux sait que les légumes racines peuvent l'être (98,3 % en Martinique, 97,7 % en Guadeloupe).



**Figure 4 : Connaissance sur les aliments contaminés.** Selon vous, dans quels aliments peut-on plus particulièrement retrouver de la chlordécone ? (Base : Les personnes qui pensent que les aliments peuvent être contaminés par la chlordécone).

### **3.2.3. Connaissances sur la chlordécone et la santé**

#### **Connaissance des dangers pour la santé**

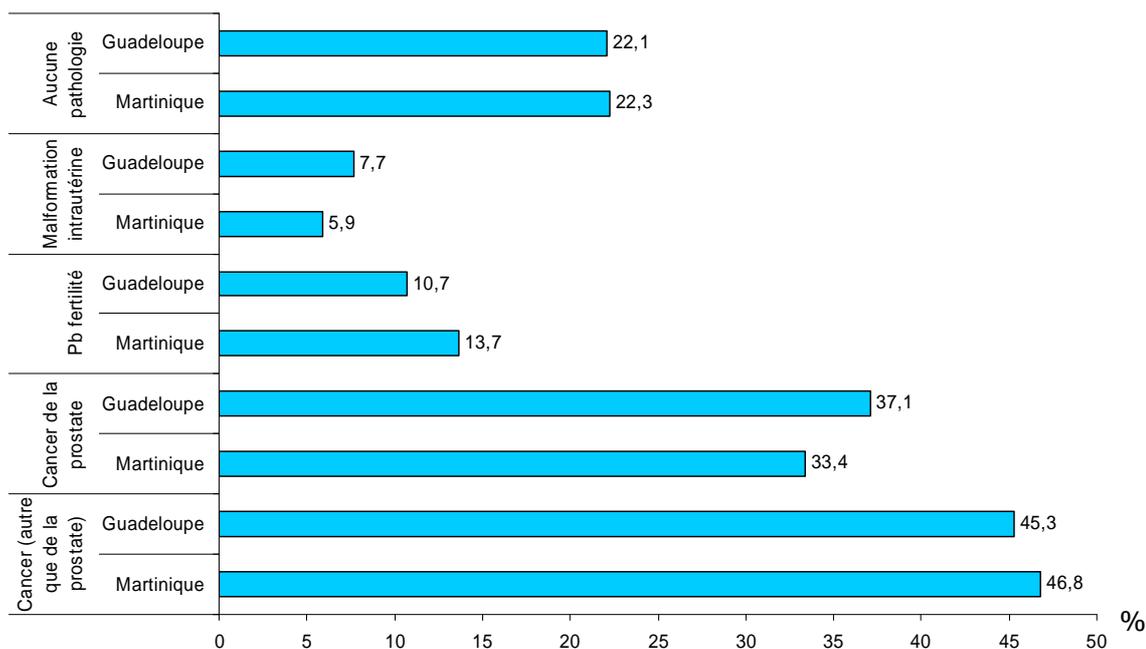
La nocivité de la chlordécone ne fait aucun doute dans l'esprit de la population. Lorsque la question leur est posée, la quasi-totalité des personnes qui ont entendu parler de la chlordécone sont convaincues qu'une exposition à ce produit peut avoir des effets sur la santé. Elles sont ainsi 91,7 % en Martinique et 91,4 % en Guadeloupe à estimer que la chlordécone présente un danger pour la santé, respectivement 4,5 % et 4,7 % à ne pas savoir ; soit 3,8% en Martinique et en Guadeloupe à penser qu'il n'y a pas d'effets sur la santé. Par rapport à l'ensemble de la population, 77,1 % des Martiniquais et 77,2 % des Guadeloupéens pensent que la chlordécone peut avoir des effets néfastes sur la santé.

Parmi les répondants martiniquais, les femmes et les personnes aux revenus les plus faibles sont en proportion plus nombreuses à penser que la chlordécone peut avoir des effets néfastes sur la santé. Ainsi, 93,4 % des femmes sont de cet avis contre 89,6 % des hommes ( $p < 0,05$ ). De même, 95,3 % des personnes qui ont un revenu inférieur à 900 euros pensent que la chlordécone est dangereuse pour la santé contre 91,0 % de celles qui ont un revenu compris entre 900 et 1500 euros et 92,4 % de celles ayant un revenu supérieur à 1500 euros ( $p < 0,05$ ). Il n'y a pas de différence significative en fonction de l'âge et du fait d'habiter une zone contaminée.

En Guadeloupe, le fait de penser que la chlordécone présente un danger pour la santé est indépendant du sexe, de l'âge, du revenu par unité de consommation et de la zone d'habitation sur des terres contaminées ou non.

#### **Connaissance des pathologies qui seraient induites**

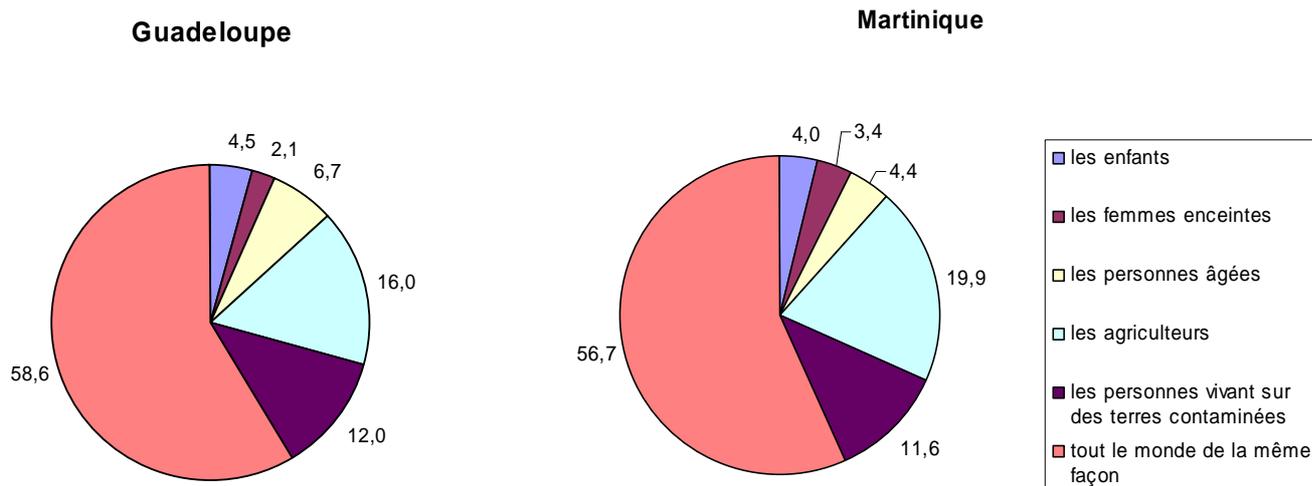
Parmi les personnes qui pensent que la chlordécone peut avoir des effets sur la santé, 1 sur 5 ne peut citer de pathologies pouvant être provoquées par ce produit (22,3 % en Martinique, 24,1 % en Guadeloupe) (Figure 5). Environ un tiers citent le cancer de la prostate (33,4 % en Martinique, 37,1 % en Guadeloupe), moins de la moitié un cancer autre que la prostate (46,8 % des Martiniquais, 45,3 % des Guadeloupéens), une personne sur 10 cite des problèmes de fertilité (10,6 % en Martinique, 8,2 % en Guadeloupe) et des malformations intra-utérines (5,9 % en Martinique, 7,7 % en Guadeloupe). Au final, sur l'ensemble des répondants, un peu moins de la moitié (43,0 % en Martinique, 45,0 % en Guadeloupe) est en mesure de citer au moins une des pathologies qui font actuellement l'objet d'investigations épidémiologiques complémentaires : cancer de la prostate, malformation intra-utérine, ou problèmes de fertilité.



**Figure 5 : Connaissance des pathologies suspectées être induites par une exposition à la chlordécone.** Selon vous, quels effets la chlordécone peut-il avoir sur la santé ? Question ouverte. Plusieurs réponses possibles (Base : Les personnes qui pensent que la chlordécone peut avoir des effets sur la santé).

### Connaissance des populations les plus concernées

A la question « *Quelles sont les populations les plus concernées par la chlordécone, en premier... ?* », les Antillais sont une majorité à penser que tout le monde est concerné de la même façon. Ainsi, parmi les personnes qui ont entendu parler de la chlordécone, 56,7 % des Martiniquais et 58,6 % des Guadeloupéens sont d’avis que tout le monde est concerné de la même manière par la chlordécone. A l’opposé, les personnes les plus concernées sont les agriculteurs pour 19,9 % des Martiniquais et 16,0 % des Guadeloupéens et les personnes vivant sur des terres contaminées pour 11,6 % des Martiniquais et 12,0 % des Guadeloupéens. Seuls 4,0 % des répondants en Martinique et 4,5 % en Guadeloupe envisagent que les enfants puissent être plus concernés (Figure 6).



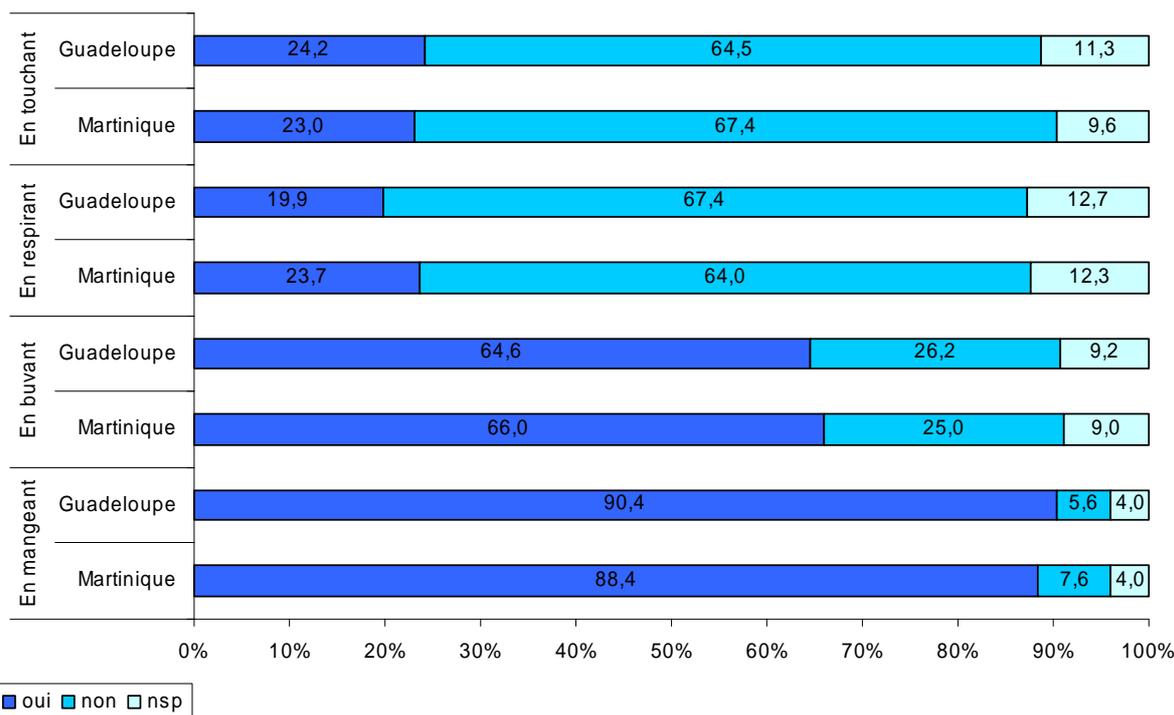
**Figure 6 : Populations les plus concernées par les effets de la chlordécone sur la santé.** « Quelles sont les populations les plus concernées par la chlordécone ? En 1<sup>er</sup> ? » (Base : les personnes qui ont entendu parler de la chlordécone)

Les personnes ayant les revenus par unité de consommation les plus faibles sont, en proportion, plus nombreuses à penser que tout le monde est concerné de la même façon. A l'inverse, celles ayant les revenus les plus élevés pensent plus fréquemment que ce sont les personnes vivant sur des terres contaminées qui sont les plus concernées, ou encore les agriculteurs (pour la Guadeloupe seulement). Il n'y a pas de différence significative en fonction de l'âge ni du fait d'habiter dans une commune dont les terres sont polluées.

### Connaissance des modes d'exposition

Une grande majorité des Antillais pense que le principal mode d'exposition à la chlordécone est l'alimentation. Ainsi près de 9 Antillais sur 10 estiment que l'on peut être contaminé à la chlordécone en mangeant et environ les deux tiers en buvant de l'eau. Par ailleurs, 1 personne sur 5 croit que l'on peut être exposé à la chlordécone en respirant l'air extérieur ou en touchant des aliments contaminés (Figure 7).

La connaissance des modes d'exposition à la chlordécone est significativement liée aux variables sexe, âge et revenu par unité de consommation (Tableau V, Tableau VI).



**Figure 7 : Connaissance des modes d'exposition à la chlordécone : « Selon vous, peut-on être contaminé avec de la chlordécone en... ? »** (Base : les personnes qui ont entendu parler de la chlordécone.)

	Martinique (N=846)							
	En mangeant		En buvant		En respirant l'air extérieur		En touchant des aliments contaminés	
	N	%	N	%	N	%	N	%
	<b>748</b>	<b>88,4</b>	<b>560</b>	<b>66,0</b>	<b>204</b>	<b>23,7</b>	<b>197</b>	<b>23,0</b>
<b>Sexe</b>		*		NS		*		*
Homme	323	90,3	246	68,1	72	19,8	74	20,1
Femme	425	86,8	314	64,3	132	27,0	123	25,5
<b>Age</b>		NS		*		***		***
18-24 ans	77	90,2	47	55,3	13	15,6	16	18,5
25-34 ans	110	88,4	78	62,9	17	13,6	16	13,1
35-49 ans	292	89,3	215	65,7	65	20,3	80	24,7
50-64 ans	181	86,5	153	73,6	71	34,1	57	27,8
65-75 ans	88	87,3	67	66,6	38	37,4	28	27,8
<b>Revenu par UC</b>		NS		*		***		***
< 900 euros	245	89,5	200	72,9	96	34,5	91	32,6
900 à 1500 euros	149	90,5	104	63,8	26	15,3	31	18,5
> 1500 euros	180	91,4	124	62,5	30	15,4	30	15,3
Nsp / Refus	174	82,7	132	62,1	52	23,8	45	21,2
<b>Commune "contaminée"</b>		NS		NS		NS		NS
Oui	80	85,5	69	74,9	22	22,9	21	21,8
Non	668	88,7	491	64,9	182	23,8	176	23,2

**Tableau V : Connaissance des modes d'exposition à la chlordécone en Martinique en fonction des variables sexe, âge, revenu UC et commune d'habitation : « Selon vous, peut-on être contaminé avec de la chlordécone en... ? »** (Base : les personnes qui ont entendu parler de la chlordécone)

Guadeloupe (N=849)								
	En mangeant		En buvant		En respirant l'air extérieur		En touchant des aliments contaminés	
	N	%	N	%	N	%	N	%
	769	90,4		64,6		19,9		24,2
<b>Sexe</b>		NS		*		**		*
Homme	329	90,8	253	69,6	55	15,6	82	23,0
Femme	440	90,1	298	60,4	119	23,5	125	25,2
<b>Age</b>		*		**		***		***
18-24 ans	77	89,7	48	56,7	17	19,4	19	22,0
25-34 ans	121	88,2	79	57,6	15	11,2	24	17,6
35-49 ans	312	94,0	213	64,5	57	17,0	69	21,0
50-64 ans	189	89,1	156	73,2	58	27,0	63	30,1
65-75 ans	70	85,0	55	66,6	27	32,1	32	38,0
<b>Revenu par UC</b>		NS		NS		***		*
< 900 euros	257	91,0	187	65,4	72	24,1	85	30,0
900 à 1500 euros	147	90,9	102	62,7	33	20,2	39	23,6
> 1500 euros	180	93,2	126	65,0	23	11,5	31	16,0
Nsp / Refus	185	87,0	136	64,6	46	21,3	52	23,9
<b>Commune "contaminée"</b>		NS		NS		NS		NS
Oui	123	90,0	91	67,2	28	20,6	29	21,4
Non	646	90,5	460	64,1	146	19,8	178	24,7

**Tableau VI : Connaissance des modes d'exposition à la chlordécone en Guadeloupe en fonction des variables sexe, âge, revenu UC et commune d'habitation : « Selon vous, peut-on être contaminé avec de la chlordécone en... ? »**  
(Base : les personnes qui ont entendu parler de la chlordécone)

### Connaissance des préconisations de consommation alimentaire de l'Afssa

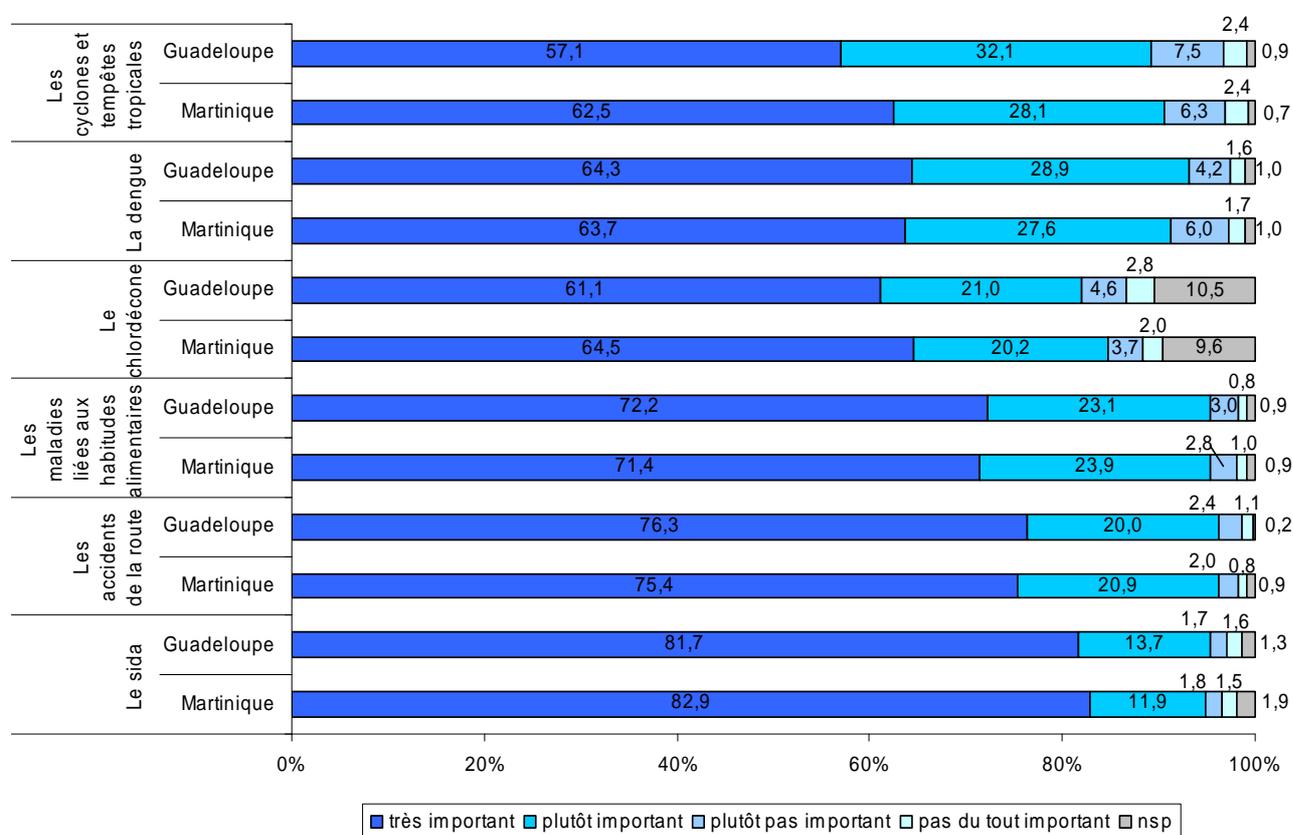
L'évaluation des risques sanitaires par l'Afssa [2] conduit cette agence à estimer qu'une fréquence de consommation de légumes racines cultivés sur des sols pollués par la chlordécone inférieure ou égale à 2 fois par semaine est sans risque pour la santé : 26,3 % des Martiniquais et 26,0 % des Guadeloupéens ayant entendu parler de la chlordécone, sont d'accord avec l'affirmation « *Il n'y a pas de risque pour la santé si vous mangez moins de deux fois par semaine des légumes qui ont poussé sur des sols pollués* ». Plus d'une personne sur 10 n'a pas d'opinion sur le sujet (11,8 % en Martinique, 10,7 % en Guadeloupe). La connaissance des seuils est indépendante du fait d'habiter dans une commune située sur des terres contaminées.

### 3.3. Perceptions des risques liés à la chlordécone

#### 3.3.1. Hiérarchisation des risques

Pour différentes problématiques de santé, les interviewés étaient invités à dire si, à leur avis, ce sujet présentait un risque important ou pas pour la population de leur région (Figure 8). Que ce soit en Martinique ou en Guadeloupe, sur les six problématiques proposées (Sida, dengue, chlordécone,

accidents de la route, maladies liées à des habitudes alimentaires, cyclones et tempêtes tropicales), c'est le Sida qui est perçu comme le risque le plus important pour la population : plus de 8 personnes sur 10 pensent que cette maladie présente un risque « très » important pour la population antillaise. La chlordécone se situe en 4<sup>ème</sup> position devant la dengue et les cyclones et les tempêtes tropicales en Martinique, et en 5<sup>ème</sup> position en Guadeloupe. Près des deux tiers de la population pense que la chlordécone présente un risque « très » important pour la population (64,5 % en Martinique, 61,1 % en Guadeloupe), une personne sur 5 un risque « plutôt » important (20,2 % en Martinique, 21,1 % en Guadeloupe). Il est à noter que la chlordécone est la seule problématique pour laquelle une part non négligeable de la population ne se prononce pas (9,5 % en Martinique, 10,5 % en Guadeloupe), alors que pour les autres sujets de santé le pourcentage de la population ayant répondu « ne sait pas » n'excède pas 2 %.



**Figure 8 : Perception d'un risque « très » important pour les différentes problématiques.** « Pour chacun des risques suivants, vous me direz si cela représente un risque très, plutôt, plutôt pas ou pas du tout important pour la population de Martinique / Guadeloupe ? » (Base totale)

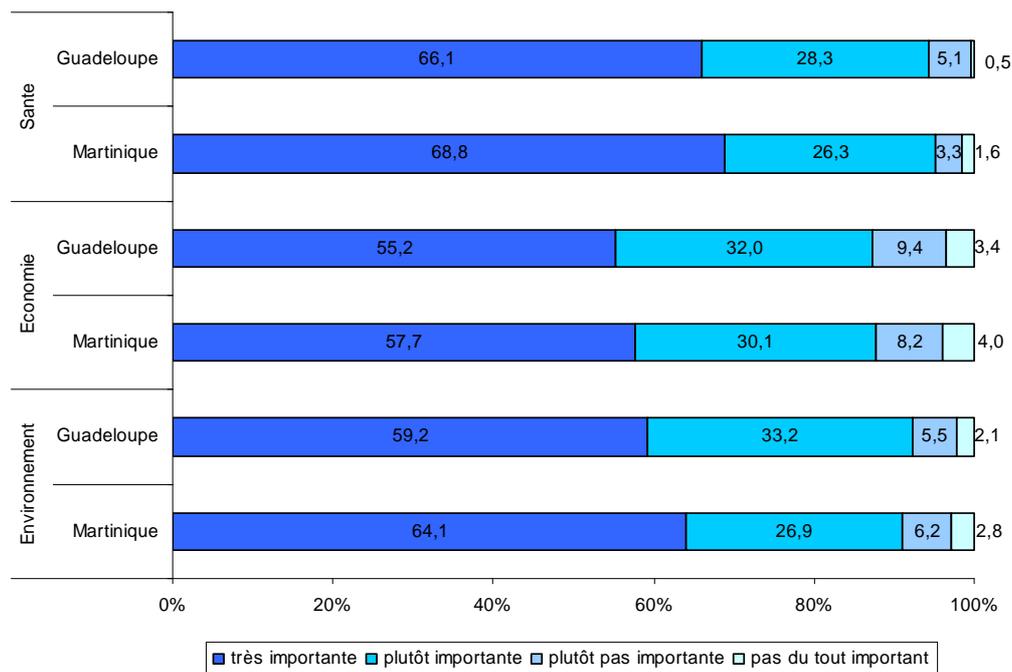
La perception d'un risque « *très* » important de la chlordécone pour la population est significativement liée à l'âge de l'interviewé et à son revenu par unité de consommation (Tableau VII).

	<b>Martinique (N=1000)</b> Un risque « <i>très</i> » important		<b>Guadeloupe (N=1000)</b> Un risque « <i>très</i> » important	
	<b>N</b>	<b>%</b>	<b>N</b>	<b>%</b>
	<b>652</b>	<b>64,5</b>	<b>614</b>	<b>61,1</b>
<b>Sexe</b>		<b>NS</b>		<b>NS</b>
Homme	263	60,7	263	60,3
Femme	389	67,8	351	61,7
<b>Age</b>		<b>***</b>		<b>***</b>
18-24 ans	55	48,1	60	49,8
25-34 ans	85	58,4	90	56,5
35-49 ans	252	68,6	231	62,1
50-64 ans	178	72,7	166	68,4
65-75 ans	82	62,7	67	63,2
<b>Revenu par unité de consommation</b>		<b>***</b>		<b>**</b>
< 900 euros	220	65,6	221	63,1
900 à 1500 euros	135	75,2	115	63,4
> 1500 euros	139	64,5	122	58,2
Nsp / Refus	158	56,6	156	59,0
<b>Vit dans une commune "contaminée"</b>		<b>NS</b>		<b>NS</b>
Oui	80	69,2	98	10,7
Non	572	63,9	516	10,5

**Tableau VII : Perception d'un risque « *très* » important de la chlordécone pour la population.** . « Pour chacun des risques suivants, vous me direz si cela représente un risque très, plutôt, plutôt pas ou pas du tout important pour la population de Martinique / Guadeloupe ? La chlordécone » (Base totale)

### 3.3.2. Les conséquences perçues

Pour la population antillaise, l'utilisation de la chlordécone a des conséquences aussi bien sur la santé de la population que sur l'environnement et l'économie locale. Parmi les personnes qui ont entendu parler de la chlordécone, que ce soit en Martinique ou en Guadeloupe, près de 9 sur 10 pensent que l'utilisation de ce produit a des effets « *très* » ou « *plutôt* » importants sur la santé, l'environnement et l'économie locale (Figure 9). Ce sont les conséquences de l'utilisation de la chlordécone sur la santé qui sont perçues par une plus grande proportion de la population comme étant « *très* » importantes.



**Figure 9 : Conséquence de l'utilisation de la chlordécone sur l'environnement, la santé, l'économie.** « Selon vous, l'utilisation de chlordécone a des conséquences « très », « plutôt », « plutôt pas », « pas du tout » importantes sur... » ? (Base : les personnes qui ont entendu parler de la chlordécone)

La perception des conséquences de l'utilisation de la chlordécone est significativement associée aux variables sociodémographiques (Tableau VIII, Tableau IX). En Martinique, les femmes sont en proportion plus nombreuses que les hommes à penser que l'utilisation de la chlordécone a des conséquences très importantes à la fois sur l'environnement, sur l'économie locale et sur la santé. On observe la même tendance en Guadeloupe, mais les différences ne sont pas significatives. De manière générale, ce sont les personnes les plus âgées et celles qui ont les revenus par unité de consommation les plus faibles qui estiment que les conséquences de l'utilisation de la chlordécone sont « très » importantes.

La moitié des personnes ayant entendu parler de la chlordécone considère que c'est le plus dangereux des produits chimiques auxquels est exposée la population (50,3 % en Martinique, 52,5 % en Guadeloupe) ; une personne sur 6 ne se prononce pas (15,2 % en Martinique, 14,1 % en Guadeloupe). La dangerosité de la chlordécone et les risques induits pour la santé ne font aucun doute puisque plus de 8 répondants sur 10 (85,9 % en Martinique, 84,0 % en Guadeloupe) sont convaincus que des études scientifiques ont démontré que la chlordécone présente un risque pour la santé des Antillais.

	Martinique (N=846)					
	Conséquences « très » importantes sur...					
	L'environnement		L'économie		La santé	
	N	%	N	%	N	%
	<b>534</b>	<b>64,1</b>	<b>476</b>	<b>57,7</b>	<b>560</b>	<b>68,8</b>
<b>Sexe</b>		***		***		*
Homme	205	57,9	170	49,2	223	65,1
Femme	329	69,3	306	64,7	337	71,7
<b>Age</b>		**		**		***
18-24 ans	41	49,3	40	47,3	41	49,4
25-34 ans	72	59,0	61	51,1	75	64,9
35-49 ans	205	64,2	175	55,7	213	69,1
50-64 ans	148	72,7	137	66,9	152	74,7
65-75 ans	68	69,0	63	66,6	79	80,8
<b>Revenu par UC</b>		**		***		**
< 900 euros	179	66,1	177	66,5	203	74,8
900 à 1500 euros	98	59,9	95	57,9	112	72,0
> 1500 euros	119	61,6	91	46,4	111	58,4
Nsp / refus	138	67,2	113	56,5	134	67,4
<b>Commune "contaminée"</b>		NS		NS		*
Oui	63	68,6	163	64,9	71	78,5
Non	471	63,6	93	56,8	489	67,5

**Tableau VIII : Perception d'une conséquence « très » importante de l'utilisation de la chlordécone en Martinique sur l'environnement, l'économie et la santé en fonction des variables socio-démographiques . « Selon vous, l'utilisation de chlordécone a des conséquences « très », « plutôt », « plutôt pas », « pas du tout » importantes sur... » ?** (Base : Les personnes qui ont entendu parler de la chlordécone)

	Guadeloupe (N=849)					
	Conséquences « très » importantes sur ...					
	L'environnement		L'économie		La santé	
	N	%	N	%	N	%
	<b>614</b>	<b>61,1</b>	<b>457</b>	<b>55,3</b>	<b>553</b>	<b>66,1</b>
<b>Sexe</b>		NS		NS		NS
Homme	196	55,5	188	52,9	225	63,6
Femme	294	62,3	269	57,3	328	68,2
<b>Age</b>		*		*		**
18-24 ans	43	50,7	41	48,9	51	62,1
25-34 ans	71	53,2	69	52,5	74	55,2
35-49 ans	188	57,8	168	51,3	217	66,9
50-64 ans	137	66,3	126	61,7	150	71,3
65-75 ans	51	69,6	53	68,4	61	77,0
<b>Revenu par UC</b>		**		*		**
< 900 euros	182	66,0	163	58,8	205	72,4
900 à 1500 euros	99	61,4	93	57,1	104	63,2
> 1500 euros	95	50,2	83	44,5	107	57,2
Nsp / refus	114	43,7	118	58,4	137	67,3
<b>Commune "contaminée"</b>		*		*		NS
Oui	66	51,2	61	46,2	82	62,2
Non	424	60,6	396	56,9	471	66,8

**Tableau IX : Perception d'une conséquence « très » importante de l'utilisation de la chlordécone en Guadeloupe sur l'environnement, l'économie et la santé en fonction des variables socio-démographiques . « Selon vous, l'utilisation de chlordécone a des conséquences « très », « plutôt », « plutôt pas », « pas du tout » importantes sur... » ?** (Base : Les personnes qui ont entendu parler de la chlordécone)

## **Un risque pour sa propre santé**

La population antillaise se sent personnellement concernée par la problématique de la chlordécone. Ainsi, respectivement 77,6 % des Martiniquais et 77,2 % des Guadeloupéens ayant entendu parler de la chlordécone estiment qu'elle peut avoir des effets sur leur propre santé (8,9 % des répondants en Martinique et 7,6 % en Guadeloupe ne se prononcent pas).

### **3.4. Comportements adoptés**

#### **Changement des habitudes**

Environ 4 personnes sur 10 (39,3 % en Martinique, 40,2 % en Guadeloupe) affirment avoir changé certaines de leurs habitudes depuis qu'elles ont entendu parler de chlordécone. Parmi les personnes qui ont entendu parler de la chlordécone, ce sont les plus jeunes qui sont proportionnellement les moins nombreuses à déclarer avoir changé de comportement alors que ce sont les personnes âgées de 50 à 64 ans qui sont les plus nombreuses. Ainsi, en Martinique, 22,9 % des 18-25 ans affirment avoir modifié certaines habitudes depuis qu'ils ont entendu parler de la chlordécone, contre 31,6 % des 25-34 ans, 38,2 % des 35-49 ans, 50,6 % des 50-64 ans et 47,4 % des 65-75 ans ( $p < 0,001$ ). En Guadeloupe, ils sont respectivement 27,6 % des 18-15 ans, 26,9 % des 25-34 ans, 43,2 % des 35-49 ans, 50,6 % des 50-64 ans et 44,7 % des 65-75 ans ( $p < 0,001$ ). Il n'y a pas de lien significatif en fonction du sexe de l'interviewé, son revenu par unité de consommation, et du fait d'habiter dans une commune située sur des terres polluées.

En revanche, en Martinique, l'adoption de certains comportements de précaution est significativement associée à l'ancienneté de la première information reçue sur la chlordécone. Ainsi, parmi ceux qui en ont entendu parler depuis moins de deux ans, 32,8 % déclarent avoir modifié une de leurs habitudes contre, et 44,4 % parmi ceux qui en ont entendu parler depuis plus de 2 ans ( $p < 0,001$ ). En Guadeloupe, on observe la même tendance, mais elle n'est pas significative.

La précaution la plus souvent déclarée consiste à limiter la consommation de certains produits considérés comme les plus contaminés tels que les légumes racines : respectivement 72,4 % des Martiniquais et 73,4 % des Guadeloupéens qui déclarent avoir modifié certains comportements (Tableau X).

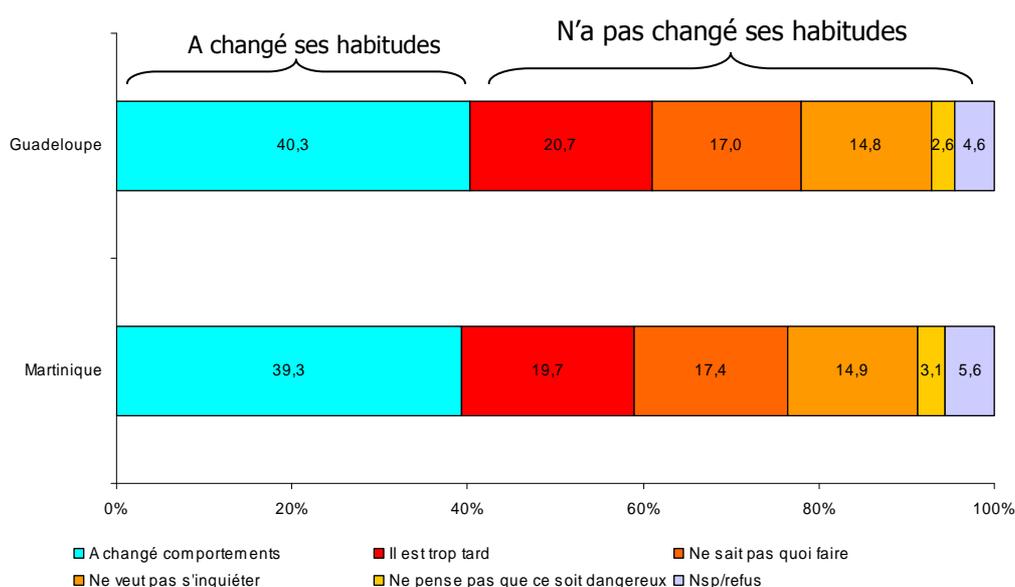
	Martinique N= 334		Guadeloupe N= 345	
	N	%	N	%
Limiter la consommation de certaines catégories d'aliments comme les légumes racines	242	72,4	254	73,4
Eviter de manger certains produits locaux	210	63,0	230	67,0
Eviter de boire l'eau du robinet	184	54,6	208	60,3
Autre habitude (faire attention à la provenance des produits, etc.)	102	30,1	104	30,6

**Tableau X : Changement de certaines habitudes à cause de la chlordécone.** Depuis que vous entendez parler de chlordécone, avez-vous changé certaines de vos habitudes ? (Base : les personnes qui déclarent avoir modifié leurs comportements)

Au final, sur l'ensemble des Antillais qui ont entendu parler de chlordécone, plus d'une personne sur quatre (28,3 % en Martinique, 29,6 % en Guadeloupe) limite la consommation de certains aliments comme les légumes racines, une personne sur cinq limite la consommation de certains produits locaux (24,6 % en Martinique, 26,8 % en Guadeloupe) et évite de boire l'eau du robinet (21,4 % en Martinique, 24,2 % en Guadeloupe).

Il était demandé aux personnes qui déclaraient ne pas avoir modifié leurs pratiques pourquoi elles ne l'avaient pas fait. La principale raison invoquée traduit un certain fatalisme : les personnes pensent qu'il est trop tard et qu'elles sont déjà contaminées (32,5 % en Martinique, 34,7 % en Guadeloupe). Un peu plus du quart d'entre elles explique qu'elles ne savent pas quels comportements adopter (28,6 % en Martinique, 28,5 % en Guadeloupe) et un quart (24,6 % en Martinique, 24,7 % en Guadeloupe) déclare qu'elles préfèrent ne pas y penser pour ne pas s'inquiéter. Seulement 5 % affirment ne pas avoir changé de comportements car elles ne pensent pas que la chlordécone soit réellement dangereuse pour la santé (5,1 % en Martinique, 4,4 % en Guadeloupe).

La Figure 10 fait la synthèse des différents profils observés.



**Figure 10 : Pourcentage de la population qui a changé de comportements et raisons de non changement de comportements.** (Base : les personnes qui ont entendu parler de la chlordécone)

### 3.5. Perception de la gestion du dossier sur la chlordécone

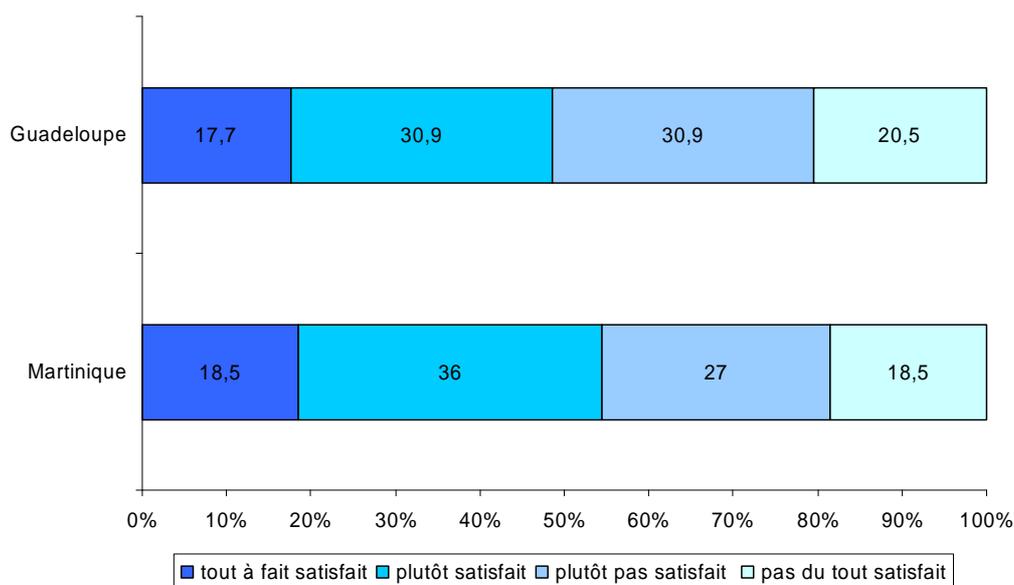
#### 3.5.1. Niveau d'information

La moitié des Antillais qui ont entendu parler de la chlordécone se dit « *tout à fait* » ou « *plutôt* » satisfaite de l'information reçue sur le sujet. Les Guadeloupéens se montrent significativement plus critiques vis-à-vis de l'information reçue que les Martiniquais (54,5 % de « *tout à fait* » ou « *plutôt* » satisfaits en Martinique contre 48,6 % en Guadeloupe,  $p < 0,05$ ) (Figure 11).

Le fait de se sentir « *tout à fait* » ou « *plutôt* » bien informé sur la chlordécone est associé à l'âge de l'interviewé et au revenu par unité de consommation. Si les différences ne sont pas significatives, les personnes vivant dans une commune contaminée ont tendance à se déclarer mieux informées que les autres (Tableau XI).

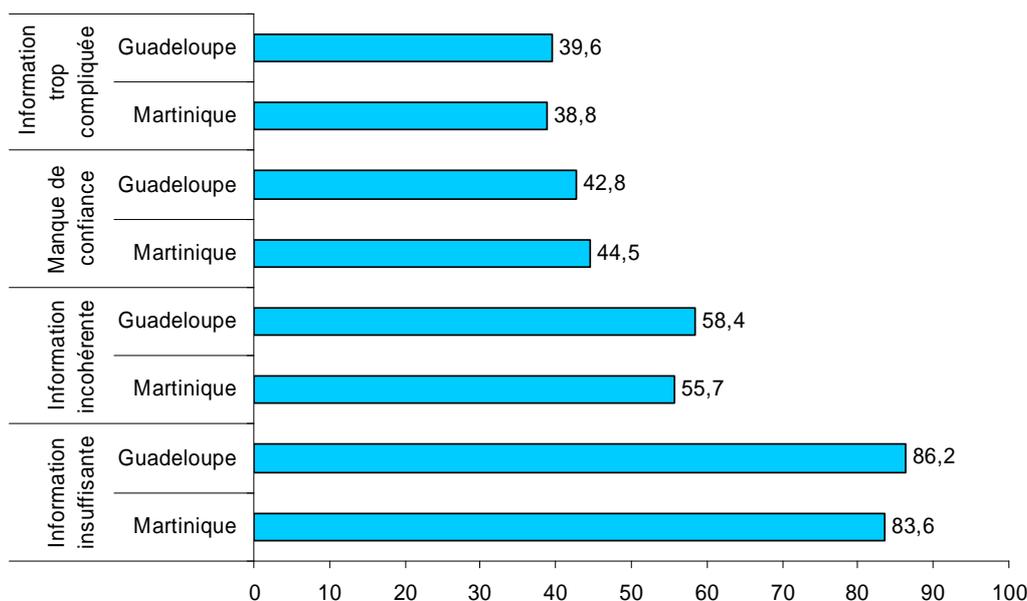
	<b>Martinique (N=830)</b> « <i>Tout à fait</i> » ou « <i>plutôt</i> » satisfait de l'information reçue		<b>Guadeloupe (N=834)</b> « <i>Tout à fait</i> » ou « <i>plutôt</i> » satisfait de l'information reçue	
	<b>453</b>	<b>54,5</b>	<b>412</b>	<b>48,6</b>
<b>Sexe</b>		<b>NS</b>		<b>*</b>
Homme	201	57,3	190	53,3
Femme	252	52,2	222	44,8
<b>Age</b>		<b>***</b>		<b>***</b>
18-24 ans	26	30,9	27	32,5
25-34 ans	63	52,0	58	42,4
35-49 ans	176	55,0	170	51,6
50-64 ans	131	64,3	116	55,4
65-75 ans	57	60,4	41	50,7
<b>Revenu par unité de consommation</b>		<b>*</b>		<b>*</b>
< 900 euros	127	47,0	118	41,5
900 à 1500 euros	86	54,0	83	52,0
> 1500 euros	118	61,1	106	54,5
Nsp / refus	122	58,6	105	50,5
<b>Vit dans une commune "contaminée"</b>		<b>NS</b>		<b>NS</b>
Oui	78	63,4	78	56,3
Non	334	53,4	334	47,2

**Tableau XI : Niveau de satisfaction vis-à-vis de l'information reçue sur la chlordécone en fonction des variables sociodémographiques.** « *De manière générale, vous sentez-vous bien informé sur la chlordécone ?* » (Base : Les personnes qui ont entendu parler de la chlordécone)



**Figure 11 : Niveau de satisfaction vis-à-vis de l'information reçue sur la chlordécone.** « De manière générale, vous sentez-vous bien informé sur la chlordécone ? » (Base : Les personnes qui ont entendu parler de la chlordécone)

La principale raison invoquée pour justifier l'insatisfaction vis-à-vis de l'information reçue réside dans l'insuffisance de l'information qui est communiquée (Figure 12). Ainsi, parmi les personnes qui se sentent mal informées, 83,6 % des Martiniquais et 86,2 % des Guadeloupéens évoquent cette raison. Viennent ensuite le manque de cohérence de l'information reçue (55,7 % en Martinique, 58,4 % en Guadeloupe), le manque de confiance dans l'information (44,5 % en Martinique, 42,8 % en Guadeloupe), et la complexité de l'information diffusée (38,8 % en Martinique, 39,6 % en Guadeloupe).



**Figure 12 : Raisons d'insatisfaction sur l'information reçue sur la chlordécone.** « Vous vous sentez mal informé sur la chlordécone car... » (Base : Les personnes qui sont insatisfaites de l'information)

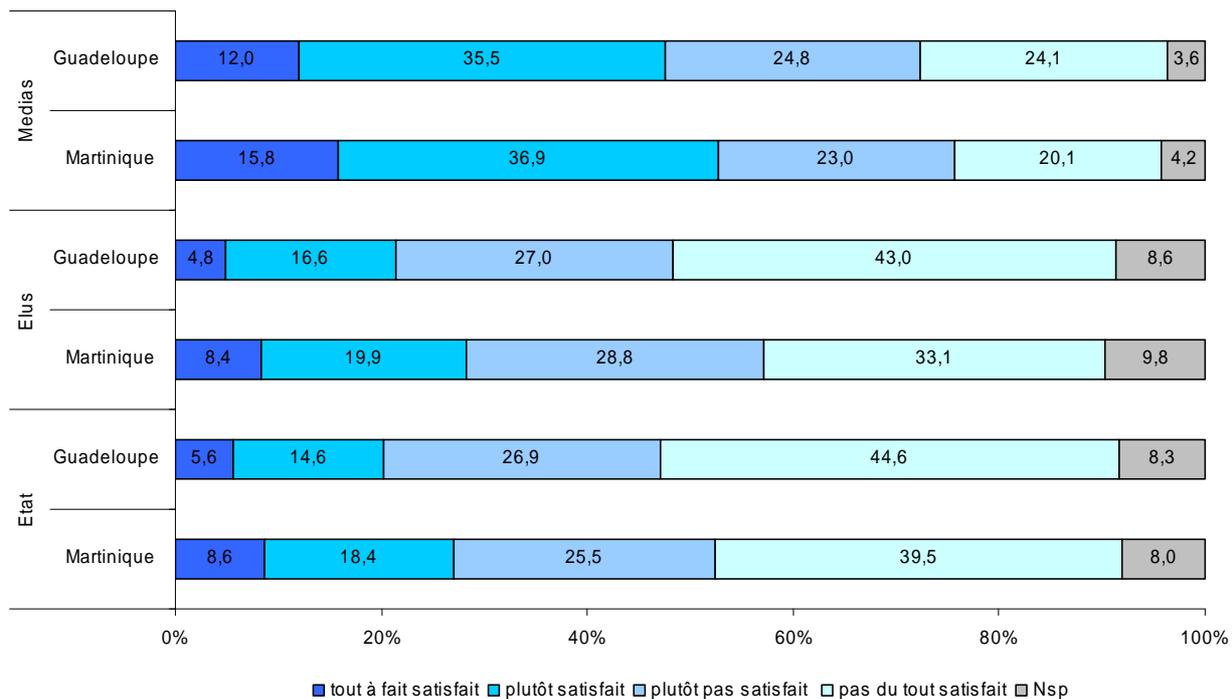
De manière générale, il est à noter que les personnes qui se disent satisfaites de l'information reçue sur la chlordécone n'ont pas pour autant un meilleur niveau de connaissance, que ce soit sur l'étendue de la contamination environnementale, les modes d'exposition à la chlordécone, les effets sanitaires ou encore les populations les plus à risques.

### **3.5.2. Opinion sur la gestion du risque**

#### **Opinion vis-à-vis des différents acteurs**

La population se montre globalement critique vis-à-vis de l'action de l'Etat et des élus. En effet, parmi les personnes qui ont entendu parler de la chlordécone, environ un quart se dit « *tout à fait* » ou « *plutôt* » satisfait de l'action conduite par l'Etat (27,0 % en Martinique, 20,2 % en Guadeloupe ;  $p < 0,01$ ) et par les élus (28,3 % en Martinique, 21,4 % en Guadeloupe ;  $p < 0,01$ ). De manière générale, les Guadeloupéens sont significativement plus nombreux à déclarer être insatisfaits de l'action de l'Etat et des élus que les Martiniquais. L'action des médias est quant à elle jugée satisfaisante par 52,7 % des Martiniquais et 47,5 % des Guadeloupéens ayant entendu parler de la chlordécone, sans différence significative entre les deux départements (Figure 13).

La satisfaction vis-à-vis de l'action de l'Etat, des médias et des élus est significativement liée au sentiment d'être bien informé sur la chlordécone. Ainsi, en Martinique, 33,0 % des répondants qui sont « *tout à fait* » ou « *plutôt* » satisfaits de l'information reçue se déclarent satisfaits de l'action de l'Etat contre 20,1 % chez ceux qui sont insatisfaits de l'information reçue ( $p < 0,01$ ). Ces données sont respectivement de 67,7 % versus 35,4 % concernant l'action des médias ( $p < 0,001$ ) et 35,7 % versus 20,1 % concernant l'action des élus ( $p < 0,001$ ). En Guadeloupe, 24,5 % des répondants qui se sentent bien informés sont satisfaits de l'action de l'Etat contre 15,9 % chez les autres ( $p < 0,01$ ). Ces données sont respectivement de 56,2 % contre 34,2 % pour l'action des médias ( $p < 0,001$ ) et 26,9 % contre 15,3 % concernant l'action des élus ( $p < 0,001$ ).



**Figure 13 : Satisfaction vis-à-vis de l'action des différentes parties prenantes.** De manière générale, êtes vous satisfait de ce qui est fait par... ? (Base : les personnes qui ont entendu parler de la chlordécone)

Pour plus de la moitié des répondants, les agriculteurs ne sont pas jugés responsables de la pollution des terres par la chlordécone. Ainsi, parmi les personnes qui ont entendu parler de chlordécone, 55,3 % des Martiniquais et 55,2 % des Guadeloupéens estiment que les agriculteurs ne sont pas responsables de la contamination des sols ; respectivement 7,3 % et 7,4 % ne se prononcent pas.

### Le sentiment d'un manque de transparence

L'insatisfaction quant à la gestion des risques se traduit en particulier par une remise en cause de la transparence et de la neutralité de certains acteurs. Ainsi, parmi les personnes ayant entendu parler de la chlordécone, 8 sur 10 sont d'avis que les instances publiques leur cachent des choses sur la chlordécone (79,2 % en Martinique, 79,0 % en Guadeloupe). Environ 6 répondants sur 10 (60,0 % en Martinique, 55,7 % en Guadeloupe) affirment faire confiance aux scientifiques, à l'opposé, un tiers d'entre elles affirme ne pas avoir confiance dans les études scientifiques (30,3 % en Martinique, 33,5 % en Guadeloupe) et une personne sur 10 ne se prononce pas.

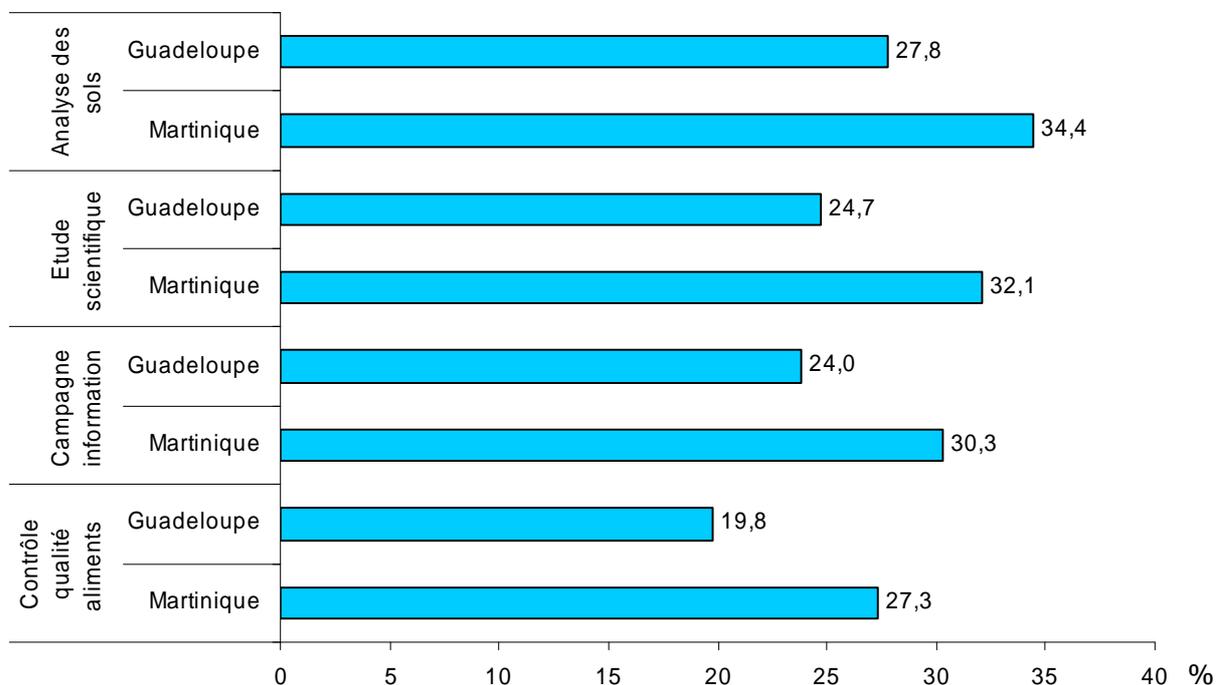
La perception d'un manque de transparence des instances publiques et le manque de confiance dans les études scientifiques sont intrinsèquement liés. Ainsi parmi les personnes qui sont d'avis que les pouvoirs publics leur cachent des choses sur la chlordécone, 33,4 % des Martiniquais ne font pas confiance aux études scientifiques (contre 25,3 % chez les autres ;  $p < 0,001$ ) et 36,9 % des Guadeloupéens (contre 24,2 % chez les autres,  $p < 0,001$ ).

## Le sentiment d'une passivité des pouvoirs publics

A peine plus du tiers des personnes interrogées pensent que les pouvoirs publics ont conduit des actions par rapport à la chlordécone (38,9 % en Martinique et 34,3 % en Guadeloupe) et une personne sur 10 ne sait pas si des mesures ont été mises en œuvre (10,8 % en Martinique, 12,3 % en Guadeloupe). La Figure 14 illustre la connaissance de la population sur les mesures mises en place par les pouvoirs publics.

Il est à noter qu'en Guadeloupe les personnes habitant une commune située sur des sols contaminés sont en proportion significativement plus nombreuses à penser que les pouvoirs publics ont mis en place des mesures. Ainsi, 48,6 % d'entre elles affirment qu'à leur connaissance des actions ont été conduites par les pouvoirs publics, contre 31,6 % chez les personnes vivant dans des communes non contaminées ( $p < 0,001$ ). Il n'y a pas d'association significative en Martinique.

Les personnes qui se disent tout à fait ou plutôt satisfaites de l'information reçue sur la chlordécone sont également plus nombreuses en proportion à avoir connaissance de la mise en place d'actions par l'Etat. En Martinique elles sont ainsi 43,8 % chez celles qui se sentent bien informées contre 33,8 % chez les autres ( $p < 0,05$ ) ; respectivement 39,2 % et 29,8 % en Guadeloupe ( $p < 0,05$ ).



**Figure 14 : Connaissance des mesures mises en place par les pouvoirs publics.** Pour ce que vous en savez, est-ce que les pouvoirs publics ont mis en place... ? (Base : Les personnes qui ont entendu parler de chlordécone)

## **Connaissance du plan d'action chlordécone**

Sur l'ensemble des personnes qui ont entendu parler de chlordécone, respectivement 47,3 % en Martinique et 43,8 % en Guadeloupe ont connaissance du plan d'action chlordécone. Ramené à l'ensemble de la population antillaise, au total près de 4 personnes sur 10 ont entendu parler d'un plan d'action chlordécone (39,6 % en Martinique, 36,7 % en Guadeloupe).

Parmi les personnes qui ont connaissance du plan, environ la moitié pense pourtant que les pouvoirs publics n'ont pas mis en place de mesures de gestion. Ainsi, parmi les Martiniquais qui ont connaissance du plan d'action chlordécone, 45,6 % pensent que les pouvoirs publics n'ont pas mis en place de mesures sur la chlordécone, 45,8 % pensent au contraire que des actions ont été mises en place et 8,6 % ne se prononcent pas. En Guadeloupe, ils sont 50,5 % à penser qu'aucune mesure n'a été conduite, 39,2 % à estimer le contraire et 10,3 % à répondre « *ne sait pas* ».

## 4. DISCUSSION

### Pratiques d'approvisionnement alimentaire

Les résultats de cette étude permettent d'estimer les sources d'approvisionnement en fruits, légumes et légumes racines en Martinique et en Guadeloupe. Une étude conduite par l'Afssa [2] auprès des populations à risques a montré que les filières d'approvisionnement sont déterminantes dans l'exposition à la chlordécone. Ce sont en effet les produits autoconsommés (achat direct auprès des producteurs, achat sur le bord des routes, dons de l'entourage, production personnelle) qui participent le plus à l'exposition totale à la chlordécone, ces produits ne faisant l'objet d'aucun contrôle de la part des autorités publiques. Notre étude montre que 94 % des Martiniquais et 93 % des Guadeloupéens affirment avoir recours à l'autoconsommation de fruits, légumes et légumes racines sans toutefois en connaître l'importance en volumes d'achat et la catégorie de produits végétaux achetés. Les études ESCAL [3] et CALBAS [4] sur les habitudes de consommation et d'approvisionnement alimentaires respectivement en Martinique et en Guadeloupe ont permis de mesurer de manière plus précise les recours aux différents circuits d'approvisionnement. Ces études ont montré qu'en zone contaminée, 92 % des personnes avaient recours à l'autoconsommation de légumes aussi bien en Martinique qu'en Guadeloupe[2].

### Une notoriété importante de la chlordécone, mais des connaissances peu précises

La chlordécone bénéficie d'une grande notoriété aux Antilles. La quasi-totalité de la population en a en effet déjà entendu parler, et presque tous sont en mesure de donner des éléments de définition, que ce soit en rapport avec sa nature chimique, son utilisation, ses effets sur l'environnement ou encore ses effets potentiels sur la santé. A peine une personne sur 20 reconnaît avoir entendu parler de la chlordécone sans pouvoir pour autant préciser de quoi il s'agit. Ces différents éléments témoignent très certainement du retentissement médiatique important qu'il y a eu sur le sujet.

Pour autant, les connaissances restent dans l'ensemble peu précises, même chez les personnes qui se sentent bien informées sur la chlordécone. Un premier élément permettant d'étayer ce constat réside dans le pourcentage relativement élevé de personnes qui répondent « *ne sait pas* » (situé en moyenne entre 5 et 15 %) aux questions permettant de mesurer le niveau des connaissances relatives à la chlordécone. Cela montre qu'une partie de la population a des difficultés à restituer des éléments de connaissances précises sur la problématique investiguée. Les réponses données aux questions révèlent par ailleurs l'existence d'une certaine imprécision dans les connaissances. La quasi-totalité des personnes interrogées sait par exemple que la chlordécone peut se retrouver dans les

légumes racines, mais un tiers ne sait pas que l'on peut également en trouver dans les produits de la mer ou les concombres alors que, d'après les conclusions de l'Afssa les légumes racines et les poissons et crustacés constituent les principaux contributeurs à l'apport total en chlordécone. Les populations les plus concernées sont également totalement méconnues. Ainsi, d'après l'Afssa, les personnes considérées comme étant plus à risque sont celles vivant en zone contaminée, et en particulier les jeunes enfants. Pour autant, seule une personne sur 10 pense effectivement que les personnes vivant en zone contaminée sont plus concernées, et à peine une sur 20 évoque les enfants.

### **Un risque perçu comme important**

Dans l'esprit de la population, les conséquences de l'utilisation de la chlordécone impactent à la fois l'environnement, l'économie locale et la santé. L'existence d'un risque pour la santé de la population antillaise ne fait aucun doute. La grande majorité de ceux qui ont entendu parler de chlordécone est d'ailleurs convaincue que des études scientifiques ont démontré que ce pesticide présentait un risque pour la santé des Antillais. De surcroît, interrogés sur ce que la chlordécone leur évoque, environ un tiers cite spontanément des éléments relatifs à sa nocivité pour la santé humaine. Le risque est considéré comme étant le même pour tous, et ils se sentent d'ailleurs personnellement visés, ce qu'on ne retrouve pas forcément sur d'autres problématiques de santé.

Le risque induit par la chlordécone est perçu comme important pour la population antillaise, mais est à relativiser au regard d'autres problématiques de santé dont les conséquences sanitaires sont quant à elles avérées. Ainsi, dans la hiérarchie des risques pour la population antillaise, la chlordécone se situe derrière le Sida, les accidents de la route ou encore les maladies liées aux habitudes alimentaires et à niveau équivalent avec la dengue. Dans une étude sur les connaissances, les perceptions et les comportements des Martiniquais sur la dengue conduite par la CIRE Antilles Guyane et le Centre National de Recherche Scientifique (CNRS), les Martiniquais étaient invités à évaluer leur niveau d'inquiétude personnelle vis-à-vis de 8 risques sanitaires, dont un certain nombre était commun avec notre enquête. La hiérarchisation des risques était alors légèrement différente puisque la chlordécone se situait en 5<sup>ème</sup> position sur 8, derrière les accidents de la route, les cyclones et tempêtes tropicales, les maladies liées aux habitudes alimentaires et la dengue, mais devant le chikungunya, le sida, et les maladies liées à l'alcoolisme [6].

La perception du risque est parfois en décalage avec l'état actuel des connaissances scientifiques et se situe plus dans l'ordre de l'affect que de la rationalisation. A titre d'exemple, les interviewés qui s'approvisionnent en produits végétaux via au moins un circuit d'autoconsommation (dons, production personnelle, bord des routes, achat directement auprès du producteur) accordent davantage leur confiance dans les produits consommés que les personnes qui n'ont recours à aucune filière courte. Pourtant, l'étude détaillée des individus à risques conduite par l'Afssa [2] montre que 95 à 99 % de

l'exposition est expliquée par les produits autoconsommés, ces produits ne faisant l'objet d'aucun contrôle de la part des instances publiques.

La conviction qu'il existe un risque sanitaire lié à une exposition à la chlordécone semble avoir conduit une partie de la population à modifier certaines de ses habitudes alimentaires, et en particulier à adopter une attitude de précaution par rapport aux produits locaux ainsi qu'à certaines catégories d'aliments jugés comme plus facilement contaminés tels que les légumes racines et à porter une attention particulière sur la provenance de ces produits. Quant aux personnes qui affirment ne pas avoir modifié leurs habitudes, trois types d'attitudes se distinguent : la résignation (si la chlordécone présente effectivement un risque, il est trop tard, la population est déjà imprégnée) ; la mise à distance (une mise à distance du risque pour ne pas vivre dans l'inquiétude permanente), et la passivité due à un déficit d'information (les personnes ne savent pas s'il faut changer des comportements, et si oui lesquels changer). Le fait de penser que la chlordécone n'est pas dangereux pour la santé constitue la raison la moins fréquemment évoquée pour justifier ne pas avoir changé de comportements

### **Des différences selon le sexe, l'âge et le revenu**

Les connaissances, les perceptions et les précautions adoptées par les populations antillaises sont très liées au sexe de la personne interrogée, à son âge et à son revenu. Les femmes sont globalement plus sensibles que les hommes aux conséquences de l'utilisation de la chlordécone sur l'environnement, la santé et l'économie locale. Elles ont plus tendance que les hommes à considérer que la contamination environnementale est étendue et à penser que tous les compartiments (eau, sol, air) sont pollués. Elles sont également plus nombreuses à estimer que l'ensemble de la population est concerné par les risques sanitaires et que le risque est important.

Concernant l'influence de l'âge, les personnes les plus âgées se déclarent globalement mieux informées sur la chlordécone, alors qu'elles ont tendance à avoir des connaissances moins précises sur le sujet que les personnes plus jeunes. Ce sont les plus jeunes qui se montrent les moins inquiets quant aux risques pour la santé, et les tranches d'âge intermédiaires qui sont les plus nombreuses à déclarer adopter des comportements de précaution.

En ce qui concerne le revenu, comme on peut l'observer sur d'autres problématiques de santé, ce sont les personnes économiquement les plus défavorisées qui cumulent déficit de connaissances sur le sujet, perception d'un risque plus important et sentiment d'être mal informé sur le sujet.

## **Une attitude très critique vis-à-vis de la gestion du dossier chlordécone**

Contrairement à ce qui aurait pu être attendu, les agriculteurs ne sont pas considérés comme les principaux responsables de la pollution des sols à la chlordécone. Plus de la moitié des personnes interrogées expriment en effet leur désaccord avec l'idée que « *les agriculteurs sont responsables de la pollution des sols à la chlordécone* ». Lors du volet qualitatif exploratoire, ils étaient parfois même perçus comme les principales victimes car ils n'étaient pas au courant de la dangerosité du produit au moment où ils l'ont utilisé et depuis la médiatisation importante du sujet, ils ne peuvent plus vendre leurs productions.

La population antillaise porte en revanche un jugement très critique sur la manière dont les instances publiques ont géré le dossier chlordécone. Les répondants expriment en très grande majorité leur insatisfaction quant à l'action de l'Etat et des élus. Cette insatisfaction peut s'expliquer à la fois par le sentiment d'une passivité des pouvoirs publics et par un manque de transparence de leur part. Seulement un tiers des Antillais pense que l'Etat a mis en place des mesures de gestion par rapport à la chlordécone et près de 8 personnes sur 10 sont convaincues que les pouvoirs publics leur cachent des choses. L'information est le plus souvent jugée insuffisante, voire contradictoire et incohérente. Un certain décalage est perçu entre l'annonce de la mise en place de mesures et leur conduite effective. Les Antillais sont ainsi en proportion plus nombreux à avoir entendu parler du plan d'action chlordécone qu'à être au courant des mesures effectivement mises en place. D'ailleurs près de la moitié des personnes qui ont entendu parler du plan pense pourtant qu'aucune action de gestion n'a été mise en place. Il est intéressant de noter que les personnes vivant dans une commune dont les sols sont contaminés sont en proportion plus nombreuses à avoir connaissance des mesures mises en place par l'Etat. Cela peut être lié aux mesures prises sur l'adduction en eau potable, en particulier en Guadeloupe (fermeture de captages, interdictions de pêche).

Les Guadeloupéens se montrent globalement plus critiques que les Martiniquais sur la manière dont est géré le dossier chlordécone : ils sont plus nombreux à se déclarer insatisfaits de l'information reçue et à porter un jugement négatif sur l'action de l'Etat et des élus. Pour autant, le niveau de connaissance, la perception des risques et les précautions prises ne sont pas différents en Martinique et en Guadeloupe.

## **Un réel besoin en termes d'information**

En conclusion, cette étude met en évidence un réel besoin en termes d'information de la population antillaise. Les Antillais ne sont pas satisfaits de l'information qu'ils reçoivent. Ils critiquent avant tout son insuffisance mais également son manque de cohérence. L'attitude de la population vis-à-vis de l'Etat dépend largement du niveau d'information ressenti. D'une part, les personnes qui se sentent

bien informées sur la chlordécone sont plus nombreuses à avoir connaissance de la mise en place d'actions par l'Etat que les autres ; d'autre part, ces mêmes personnes se déclarent plus souvent satisfaites de l'action de l'Etat (un quart à un tiers selon l'île). La tendance est la même en ce qui concerne la satisfaction vis-à-vis de l'action des médias et des élus, qui est significativement liée au sentiment d'être bien informé sur la chlordécone. Cette analyse montre que l'action de l'Etat est mieux acceptée, dès lors que le niveau d'information perçu s'améliore. Cela confirme que, dans un climat de méfiance, l'information des populations figure parmi les actions prioritaires à mettre en place. L'imprécision des connaissances sur la chlordécone conjuguée au sentiment d'une passivité des pouvoirs publics vont dans le sens d'une nécessité d'informer à la fois sur les risques potentiels, la contamination des milieux, les personnes les plus à risques, mais également sur les actions conduites par les pouvoirs publics pour gérer ce risque.

Les résultats de cette étude montrent également qu'il est nécessaire que l'information sur la chlordécone soit relayée par un émetteur jugé crédible par la population. Les Antillais expriment en effet à la grande majorité le sentiment d'un manque de transparence des pouvoirs publics. Les scientifiques semblent quant à eux bénéficier d'une plus forte crédibilité puisque les deux tiers des Antillais accordent leur confiance dans leurs travaux. L'information auprès de la population pourrait à ce titre être relayée par des scientifiques, sous réserve qu'ils soient jugés crédibles par la population, ou encore via un médiateur chlordécone qui aurait la confiance de la population.

## **BIBLIOGRAPHIE**

[1] Plan d'action chlordécone 2008-2010. [www.sante.gouv.fr](http://www.sante.gouv.fr)

[2] Actualisation de l'exposition alimentaire à la chlordécone de la population antillaise : évaluation de l'impact de mesures de maîtrise des risques. Afssa. Septembre 2007.

[3] Enquête ESCAL : Etude sur les comportements alimentaires en Martinique (CIRE Antilles Guyane, 2003-2004).

[4] Enquête CALBAS : Habitudes alimentaires de la population résidant dans les communes du sud de la Basse Terre (CIRE Antilles Guyane, 2005).

[5] Caractérisation des groupes de population à risque d'exposition élevée vis-à-vis de la chlordécone via l'alimentation. InVS, CIRE Antilles-Guyane.

[6] Les Martiniquais face à la dengue. Résultats d'une étude sociologique sur les représentations, les attitudes et les comportements de la population. CNRS. InVS. BASAG Année 2008 N°7.



## ANNEXE : QUESTIONNAIRE

Bonjour, je suis X je travaille pour l'institut de sondage BVA. Pour le compte de l'INPES qui dépend du Ministère de la santé, nous menons actuellement une étude en Martinique et en Guadeloupe réalisée auprès de 2 000 personnes âgées de 18 à 75 ans. Vos réponses nous aideront à mieux connaître les comportements des personnes résidant aux Antilles en matière de santé. Auriez-vous quelques minutes à m'accorder ?

Les réponses que vous me donnerez resteront ANONYMES et CONFIDENTIELLES.

*Pour les personnes sur liste rouge : si la personne montre des réticences :*

Dans le cadre de cette étude, nous contactons des personnes inscrites aussi bien sur listes rouge et orange que sur liste blanche. Les numéros de téléphone ont été tirés au hasard par ordinateur.

Votre participation à cette enquête est importante pour la validité scientifique des résultats. En effet, les personnes sur liste rouge ne sont jamais interrogées alors qu'elles représentent un nombre important de personnes en Guadeloupe / Martinique. Il est très important de recueillir ces informations pour mettre en place des dispositifs de prévention en matière de santé qui répondent aux besoins de tout le monde.

*Enquêteur : Si nécessaire, vous pouvez leur proposer d'envoyer la lettre – Prendre les coordonnées postales puis mettre l'adresse en rendez-vous 1 semaine après l'appel. Dans le cas du courrier, précisez à votre interlocuteur que vous inscrivez l'adresse directement sur la lettre qui leur est destiné.*

### Variables sociodémographiques

#### **S1.** Vous êtes... (quota)

*Enquêteur : Valider le sexe de l'interviewé*

- Un homme
- Une femme

#### **S2.** Quel âge avez-vous ? (quota)

*Enquêteur : Noter en clair*

*Recoder*

- 18 – 24 ans
- 25 – 34 ans
- 35 – 49 ans
- 50 – 64 ans
- 65 – 75 ans

#### **S3a.** Quelle est la profession du chef de famille de votre foyer ?

*Enquêteur : Noter en clair*

*Si au chômage, noter la profession antérieure*

*Si retraité, noter retraité*

.....

*Enquêteur, recoder la profession du chef de famille (quota)*

- agriculteur exploitant
- artisan, commerçant,
- chef d'entreprise
- cadre, profession intellectuelle supérieure
- profession intermédiaire
- employé
- ouvrier
- retraité
- Autre sans activité professionnelle

*Si retraité :*

**S3b.** Quelle était la profession du chef de famille de votre foyer ?

*Enquêteur : Noter en clair*

.....

*Enquêteur, recoder la profession antérieure du chef de famille*

- agriculteur exploitant
- artisan, commerçant,
- chef d'entreprise
- cadre, profession intellectuelle supérieure
- profession intermédiaire
- employé
- ouvrier
- Autre sans activité professionnelle

**S4a.** Etes-vous le chef de famille ?

- Oui
- Non

*Si non,*

**S4b.** Quelle est votre profession ?

*Enquêteur : Noter en clair*

*Si au chômage, noter la profession antérieure*

*Si retraité, noter retraité*

.....

*Enquêteur, recoder la profession de l'interviewé*

- agriculteur exploitant
- artisan, commerçant,
- chef d'entreprise
- cadre, profession intellectuelle supérieure
- profession intermédiaire
- employé
- ouvrier
- retraité
- Autre sans activité professionnelle

*Si retraité :*

**S4c.** Quelle était votre profession ?

*Enquêteur : Noter en clair*

.....

*Enquêteur, recoder la profession antérieure de l'interviewé*

- agriculteur exploitant
- artisan, commerçant,
- chef d'entreprise
- cadre, profession intellectuelle supérieure
- profession intermédiaire
- employé
- ouvrier
- Autre sans activité professionnelle

**S5.** Aujourd'hui, quelle est votre situation professionnelle ? Etes-vous...

*Enquêteur listez jusqu'à ce que vous obteniez une réponse*

- Salarié du public
- Salarié du privé
- Profession indépendante non salariée
- Chômeur inscrit à l'ANPE
- Elève / Etudiant
- Retraité / pré-retraité
- Sans emploi, dans une autre situation

*Si liste blanche*

**S6a.** Habituellement, vous résidez bien à [Affichage nom de la commune fichier] ?

- Oui
- Non

*Si non ou liste rouge, poser la question suivante*

**S6b.** Dans quelle commune résidez-vous habituellement ? (**quota**)

*Enquêteur : ne rien suggérer – Une seule réponse*

Communes Guadeloupe	Communes Martinique
Les Abymes	Ajoupa-Bouillon
Anse-Bertrand	Les Anses-d'Arlet
Baie-Mahault	Basse-Pointe
Baillif	Bellefontaine
Basse-Terre	Le Carbet
Bouillante	Case-Pilote
Capesterre-Belle-Eau	Le Diamant
Deshaies	Ducos
Le Gosier	Fonds-Saint-Denis
Gourbeyre	Fort-de-France
Goyave	Le François
Lamentin	Grand'Rivière
Morne-à-l'Eau	Le Gros-Morne
Le Moule	Le Lamentin
Petit-Bourg	Le Lorrain
Petit-Canal	Macouba
Pointe-à-Pitre	Marigot
Pointe-Noire	Le Marin
Port-Louis	Le Morne-Rouge

Saint-Claude	Le Morne-Vert
Saint-François	Le Prêcheur
Sainte-Anne	Rivière-Pilote
Sainte-Rose	Rivière-Salée
Trois-Rivières	Le Robert
Vieux-Fort	Sainte-Anne
Vieux-Habitants	Sainte-Luce
	Sainte-Marie
	Saint-Esprit
	Saint-Joseph
	Saint-Pierre
	Schoelcher
	La Trinité
	Les Trois-Îlets
	Le Vauclin

**S7.** Et avez-vous, chez vous ou ailleurs, un jardin dans lequel vous faites pousser des fruits, des légumes ou des légumes racines ?

- Oui
- Non
- \*\*\* (Nsp / Refus)

*Si S7 = Oui*

**S8.** Dans quelle(s) commune(s) se situe ce jardin ?

*Enquêteur : Ne rien suggérer – Plusieurs réponses possibles*

<b>Communes Guadeloupe</b> <i>(Uniquement continentale)</i>	<b>Communes Martinique</b>
Les Abymes	Ajoupa-Bouillon
Anse-Bertrand	Les Anses-d'Arlet
Baie-Mahault	Basse-Pointe
Baillif	Bellefontaine
Basse-Terre	Le Carbet
Bouillante	Case-Pilote
Capesterre-Belle-Eau	Le Diamant
Deshaies	Ducos
Le Gosier	Fonds-Saint-Denis
Gourbeyre	Fort-de-France
Goyave	Le François
Lamentin	Grand'Rivière
Morne-à-l'Eau	Le Gros-Morne
Le Moule	Le Lamentin
Petit-Bourg	Le Lorrain

Petit-Canal	Macouba
Pointe-à-Pitre	Marigot
Pointe-Noire	Le Marin
Port-Louis	Le Morne-Rouge
Saint-Claude	Le Morne-Vert
Saint-François	Le Prêcheur
Sainte-Anne	Rivière-Pilote
Sainte-Rose	Rivière-Salée
Trois-Rivières	Le Robert
Vieux-Fort	Sainte-Anne
Vieux-Habitants	Sainte-Luce
	Sainte-Marie
	Saint-Esprit
	Saint-Joseph
	Saint-Pierre
	Schoelcher
	La Trinité
	Les Trois-Îlets
	Le Vauclin

*Si S7=Oui*

**S9.** Depuis combien de temps vous ou votre famille cultivez-vous ce jardin ?

*Enquêteur : Citer – Une seule réponse*

- Moins de 3 ans
- Entre 3 et 5 ans
- Entre 6 et 10 ans
- Entre 11 et 20 ans
- Plus de 20 ans
- \*\*\* (Nsp /Refus)

*Si S7=Oui*

**S10.** Dans votre jardin, faites-vous pousser...

*Enquêteur : Citer – Une seule réponse*

- Des melons
- D'autres fruits
- Des concombres
- Des tomates
- Des légumes racines (dachine, madère, igname et patate douce)
- Des légumes verts
  - Oui
  - Non
  - \*\*\* (Nsp / Refus)

*Si S7=Oui*

**S11.** Tous les combien mangez-vous des fruits, des légumes ou des légumes racines DE VOTRE JARDIN ?

- 7 fois par semaine ou plus
- 3 à 6 fois par semaine
- 1 à 2 fois par semaine
- moins souvent

- jamais
- \*\*\* (Nsp / Refus)

*A tous*

**Q1.** De manière plus générale, d'où viennent les fruits, les légumes et les légumes racines que vous mangez ? Est-ce que ça vous arrive de...

*Enquêteur : Citer - Une seule réponse*

*Rotation aléatoire*

- les acheter dans les grandes surfaces
- les acheter au marché
- les acheter directement auprès des producteurs
- les acheter au bord des routes
- les acheter dans les boutiques ou les épiceries de quartier
- manger des fruits, des légumes ou des légumes racines que vous donnent des voisins, de la famille ou des amis
- Oui
- Non
- \*\*\* (Nsp / Refus)

**Q2.** De façon générale, avez-vous confiance dans la qualité des fruits, des légumes et légumes racines que vous mangez ?

- Oui
- Non
- \*\*\* (Nsp)

### **Perception des risques**

**Q3.** Je vais vous citer un certain nombre de risques et pour chacun d'eux vous me direz si cela représente, selon vous, un risque très important, plutôt important, plutôt pas important ou pas du tout important pour la population de Guadeloupe / de Martinique en général ?

*Enquêteur : Citer – Une seule réponse*

Est-ce que cela représente un risque très important, plutôt important, plutôt pas important ou pas du tout important pour la population de Guadeloupe / de Martinique en général ?

*Rotation aléatoire*

- le sida
- les accidents de la route
- les cyclones et les tempêtes tropicales
- la chlordécone
- les maladies liées aux habitudes alimentaires telles que le diabète, l'hypertension, ou l'obésité
- la dengue
- très important
- plutôt important
- plutôt pas important
- pas du tout important
- \*\*\* (Nsp)

### **Connaissances sur la chlordécone**

***Parlons maintenant plus précisément de la chlordécone...***

**Q4.** Avez-vous déjà entendu parler du « chlordécone », ne serait-ce que de nom ?

- oui
- non
- \*\*\* (Nsp)

*Si oui, dérouler suite questionnaire à partir de Q7*

*Si non ou nsp*

**Q5.** La chlordécone est un pesticide vendu aussi sous le nom de Curlone ou Képone. En avez-vous déjà entendu parler ?

- oui
- non
- \*\*\* (Nsp)

*Si oui : poser les questions suivantes sauf la Q7 « définition spontanée »*

*Si non : Aller à Q29*

**Q6.** Quand en avez-vous entendu parler pour la première fois ?

- Il y a moins de 2 ans
- Il y a entre 2 et 5 ans
- Il y a entre 6 et 15 ans
- Il y a plus de 15 ans
- \*\*\* (Nsp)

*Si Q4=oui*

**Q7.** D'après ce que vous en savez, la chlordécone, c'est quoi ? Qu'est-ce que c'est ?

*Enquêteur : Noter en clair*

*Faire préciser un maximum par « C'est-à-dire ? », « Et plus précisément ? »*

*Relancer 2 fois pour avoir d'autres informations : « Et encore ? », « Que savez-vous d'autres sur la chlordécone ? »*

**Q8.** Et selon vous, aujourd'hui, est-ce que l'utilisation de la chlordécone est autorisée en Guadeloupe / Martinique ?

- oui
- non
- \*\*\* (Nsp)

### **Chlordécone et information**

**Q9.** De manière générale, vous sentez-vous bien informé sur la chlordécone ?

*Enquêteur : Citer – Une seule réponse*

- Oui, tout à fait
- Oui, plutôt
- Non, plutôt pas
- Non, pas du tout
- \*\*\* (Nsp)

*Si « non, plutôt pas » ou « Non, pas du tout »*

**Q10.** Vous vous sentez mal informé sur la chlordécone car...

*Enquêteur : Citer – Une seule réponse*

*Rotation aléatoire*

- Vous n'avez pas confiance dans les informations que l'on vous donne
- Les informations que l'on vous donne ne sont pas cohérentes entre elles (contradictoires)
- Les informations que l'on vous donne sont insuffisantes
- Les informations que l'on vous donne sont trop compliquées
- oui
- non
- \*\*\* (Nsp)

## Chlordécone et environnement

**Q11.** Pensez-vous que la chlordécone peut se retrouver ...

*Enquêteur : Citer – Une seule réponse*

*Rotation aléatoire*

- dans la terre ou les sols
- dans l'air
- dans les rivières et les cours d'eau
- dans l'eau du robinet
- dans les aliments
- Oui
- Non
- \*\*\* (Nsp)

*Si dans les aliments = oui*

**Q12.** Vous m'avez dit que la chlordécone peut se retrouver dans les aliments. Selon vous, dans quels aliments peut-on plus particulièrement retrouver de la chlordécone. Dans...

*Enquêteur : Citer – Une seule réponse*

*Rotation aléatoire*

- les légumes verts
- les légumes racines
- les fruits
- la viande
- les poissons et les crustacés
- Oui
- Non
- \*\*\* (Nsp)

## Mesures individuelles

*A tous*

**Q13.** Vous personnellement, depuis que vous entendez parler de la chlordécone, avez-vous changé certaines de vos habitudes ?

- Oui
- Non
- \*\*\* (Nsp)

*Si a changé des habitudes*

**Q14.** Lesquelles ? Est-ce que...

*Enquêteur : Citer – Une seule réponse*

*Rotation aléatoire*

- Vous limitez la consommation de certains aliments comme les légumes racines
- Vous évitez de manger certains produits locaux
- Vous évitez de boire l'eau du robinet
- Vous avez changé une autre de vos habitudes (préciser laquelle / lesquelles)
- .....
- Oui
- Non
- \*\*\* (Nsp)

*Si n'a pas changé ses habitudes*

**Q15.** Vous m'avez dit ne pas avoir changé vos habitudes. Dites-moi parmi les raisons suivantes celle qui explique le mieux pourquoi.

*Enquêteur : Citer – Une seule réponse*

- Vous pensez que c'est trop tard, si la chlordécone est dangereux pour la santé, vous êtes déjà contaminé
- Vous préférez ne pas y penser pour ne pas vous inquiéter
- Vous ne pensez pas que la chlordécone soit réellement dangereux pour votre santé

- Vous ne savez pas quelles habitudes changer
- \*\*\* (Nsp)

## Chlordécone et santé

*A tous*

**Q16.** De manière générale, pensez-vous que la chlordécone peut avoir des effets sur la santé ?

- Oui
- Non
- \*\*\* (Nsp)

*Si Q16= Non, aller à Q19*

*Si Q16 = oui*

**Q17.** Selon vous, quels effets la chlordécone peut-il avoir sur la santé ?

*Enquêteur – Ne rien suggérer – Plusieurs réponses possibles*

*Relancer 2 fois pour avoir d'autres effets : « Et encore ? », « Quels autres effets peut-il avoir sur la santé ? »*

- un cancer de la prostate
- un cancer (autres que des cancers de la prostate)
- des problèmes de fertilité / de stérilité / de reproduction / pour avoir des enfants
- de l'asthme
- du diabète
- des allergies
- des problèmes de peau : irritations, dermatoses, boutons, démangeaisons, plaques, boursouflures, etc.
- des maladies neurologiques : Alzheimer / Parkinson
- des malformations intra utérines / malformations du bébé dans le ventre de la mère
- de la fatigue
- du stress
- des maux de tête
- une maladie du foie
- une maladie du rein
- des nausées / vomissements
- autres (préciser) .....
- \*\*\* (Nsp)

*Si Q16 = oui*

**Q18.** Et plus précisément, pensez-vous que la chlordécone peut avoir des effets sur votre santé à vous ?

- Oui
- Non
- \*\*\* (Nsp)

*A tous*

**Q19.** Quelles sont les populations qui ont le plus de risques pour leur santé par rapport à la chlordécone en Guadeloupe / en Martinique ? En 1<sup>er</sup> ? Et En 2<sup>ème</sup> ?

*Enquêteur : Citer tous les items – 2 réponses hiérarchisées*

*Rotation aléatoire sur les 5 premiers items*

- les enfants et les nourrissons
- les femmes enceintes
- les personnes âgées
- les agriculteurs
- les personnes vivant sur des terres contenant un niveau élevé de chlordécone
- tout le monde de la même façon
- \*\*\* (Nsp)

**Q20.** Selon vous, en Guadeloupe / Martinique peut-on être contaminé avec de la chlordécone...

*Enquêteur : Citer – Une seule réponse*

*Rotation aléatoire*

- en mangeant
- en buvant de l'eau
- en respirant l'air extérieur
- en touchant des aliments contaminés
- Oui
- Non
- \*\*\* (Nsp)

**Q21.** Pour chacune des phrases suivantes, vous me direz si vous êtes d'accord ou pas ?

*Enquêteur : Citer – Une seule réponse*

*Rotation aléatoire*

- Il existe des preuves scientifiques que la chlordécone présente un danger pour la santé de la population de Guadeloupe / Martinique
- La chlordécone est le plus dangereux des produits chimiques auxquels nous sommes exposés
- Il faudra des dizaines d'années avant que la chlordécone ne disparaisse des terres de Guadeloupe / Martinique
- On a continué à utiliser la chlordécone aux Antilles alors qu'il avait été interdit en Métropole
- D'accord
- Pas d'accord
- \*\*\* (Nsp)

### **Perception globale des risques**

***Nous allons maintenant parler de votre opinion sur les conséquences de l'utilisation de la chlordécone pour la population...***

**Q22.** Selon vous, est-ce que l'utilisation de la chlordécone a des conséquences très importantes, plutôt importantes, plutôt pas importantes ou pas du tout importantes *Enquêteur : Citer – Une seule réponse*

- Sur l'ENVIRONNEMENT en Guadeloupe / Martinique
- Sur l'ÉCONOMIE locale en Guadeloupe / Martinique par exemple sur le tourisme, l'agriculture, l'aquaculture ou la pêche
- Sur la SANTE de la population de Guadeloupe / Martinique
- très importantes
- plutôt importantes
- plutôt pas importantes
- pas du tout importantes
- \*\*\* (Nsp)

## Gestion de la problématique chlordécone

**Q23.** De manière générale, par rapport à la chlordécone, êtes-vous satisfait de ce qui est fait...

*Enquêteur : Citer – Une seule réponse*

*Rotation aléatoire*

- Par l'Etat ?
- Par les medias ?
- Par les élus (que ce soit au niveau local ou national) ?
  - Tout à fait satisfait
  - Plutôt satisfait
  - Plutôt pas satisfait
  - Pas du tout satisfait
  - \*\*\* (Nsp)

**Q24.** Pour chacune des phrases suivantes, vous me direz si vous êtes d'accord ou pas ?

*Enquêteur : Citer – Une seule réponse*

*Rotation aléatoire*

- Les pouvoirs publics nous cachent des choses sur la chlordécone
- Il n'y a pas de risque pour la santé si vous mangez moins de 2 fois par semaine des légumes qui ont poussé sur des sols pollués
- Ce sont les agriculteurs qui sont responsables de la pollution des sols à la chlordécone
  - D'accord
  - Pas d'accord
  - \*\*\* (Nsp)

**Q25.** A votre connaissance, les pouvoirs publics ont-ils fait quelque chose par rapport à la chlordécone ?

- Oui
- Non
- \*\*\* (Nsp)

*Si oui*

**Q26.** Pour ce que vous en savez, est-ce que les pouvoirs publics ont mis en place...

*Enquêteur : Citer – Une seule réponse*

*Rotation aléatoire*

- Des campagnes d'information sur la chlordécone
- Des études scientifiques pour mesurer les effets sur l'environnement et la santé
- Des contrôles pour vérifier la qualité des aliments qui sont vendus
- Des analyses de la terre pour mesurer le niveau de chlordécone
  - Oui
  - Non
  - \*\*\* (Nsp)

**Q27.** Et avez-vous confiance dans les études scientifiques qui sont faites sur la chlordécone et sur ses effets sur l'environnement et la santé ?

- Oui
- Non
- \*\*\* (Nsp)

*A tous*

**Q28.** L'Etat a mis en place un plan d'action chlordécone depuis le début de l'année 2008. En avez-vous entendu parler ?

- oui
- non

- \*\*\* (Nsp)

## Opinions générales

*A tous*

**Q29.** Pour finir, je vais vous citer des affirmations qui portent sur des questions plus larges que la chlordécone. Pour chacune d'entre elles, vous me direz si vous êtes tout à fait, plutôt, plutôt pas ou pas du tout d'accord.

*Enquêteur : Citer – Une seule réponse*

*Rotation aléatoire*

- Les pouvoirs publics ne s'intéressent pas assez aux problèmes des martiniquais / des guadeloupéens
- Il faut savoir profiter du jour présent sans se soucier du lendemain
- Ce qui doit arriver doit arriver, quoi qu'on y fasse, on n'y peut rien
- Les gens ont trop tendance à se reposer sur les pouvoirs publics
  - Tout à fait d'accord
  - Plutôt d'accord
  - Plutôt pas d'accord
  - Pas du tout d'accord
  - \*\*\* (Nsp)

## Variables sociodémographiques : suite

***Pour terminer, je vais vous poser quelques questions sur vous-même et sur votre famille***

**S12.** Etes-vous né...

- en Guadeloupe
- en Martinique
- en France métropolitaine
- ailleurs (préciser)
- \*\*\*(Refus)

*Si né en France métropolitaine ou ailleurs*

**S13.** Et depuis combien de temps habitez-vous en Guadeloupe / Martinique ?

*Enquêteur : Citer – Une seule réponse*

- Moins de 3 ans
- Entre 3 et 5 ans
- Entre 6 et 10 ans
- Entre 11 et 20 ans
- Plus de 20 ans
- \*\*\* (Nsp)

*A tous*

**S14.** Quel est votre statut matrimonial ?

*Enquêteur : Citer – Une seule réponse*

- Célibataire ne vivant pas en couple
- En union libre ou en concubinage
- Marié(e), remarié(e) ou pacsé(e)
- Veuf (ve)
- Divorcé(e) ou séparé(e)
- \*\*\*(Refus)

**S15.** Combien de personnes vivent dans votre foyer en vous comptant ?

*Noter en clair*

/ \_\_\_ /

*Si <>1*

**S16.** Combien...

- d'enfants de moins de 6 ans
  - d'enfants âgés de 7 à 15 ans
- vivent actuellement chez vous ?

*Noter en clair*

/\_\_\_/

**S17.** Quel est le diplôme le plus élevé que vous ayez obtenu ?

*Enquêteur : Citer si nécessaire – Une seule réponse*

- Aucun diplôme
- Certificat d'études primaires
- CAP : Certificat d'Aptitude Professionnelle
- Brevet des collèges, BEPC
- BEP : Brevet d'Enseignement Professionnel
- Baccalauréat d'Enseignement TECHNIQUE
- Baccalauréat d'Enseignement PROFESSIONNEL
- Baccalauréat d'Enseignement GENERAL
- Bac + 2 (2<sup>ème</sup> année de licence, L2, DEUG, DUT, BTS)
- Bac + 3 (3<sup>ème</sup> année de licence, L3, ex-licence, 1<sup>ère</sup> année du 2<sup>ème</sup> cycle de l'enseignement supérieur)
- Bac + 4 (master 1, M1, maîtrise, dernière année du 2<sup>ème</sup> cycle de l'enseignement supérieur)
- Bac + 5 à Bac + 7 (master 2, M2, 3<sup>ème</sup> cycle de l'enseignement supérieur : DEA, DESS, MBA...)
- Bac + 8 ou plus (doctorat, post-doctorat...)
- Diplôme d'une grande école / Ecole d'ingénieur
- Autre diplôme (préciser)
- \*\*\* (NSP/Refus)

**S18.** Et pouvez-vous me dire quel est approximativement le revenu total net mensuel de votre foyer, y compris les pensions, salaires, et autres revenus de vous-même et des autres personnes de votre foyer.

Ainsi, approximativement, est-il de...

- Moins de 750 euros
- Entre 750 et moins de 1500 euros
- Entre 1500 et moins de 3000 euros
- Entre 3000 et moins de 4500 euros
- 4500 euros ou plus
- \*\*\*(NSP/Refus)

***Le questionnaire est maintenant terminé. Je vous remercie Madame / Monsieur, d'avoir bien voulu répondre à mes questions. Je vous souhaite une bonne fin de journée***

*Information fichier :*

Type de numéro de téléphone (**quota**)

- Liste rouge
- Liste blanche ou orange